



LE MARCHÉ IMMOBILIER DE L'ANCIEN

DOSSIER TRANSACTION

5 JANVIER 2015

    www.century21.fr

Century
21[®]

Qui s'y connaît aussi bien ?

Chaque Agence est Juridiquement et Financièrement Indépendante



QUE S'EST-IL PASSÉ
EN 2014 ?

SOMMAIRE

1. Editorial - Immobilier ancien : les vendeurs retrouvent raison	p. 04
2. Tableau et graphiques synthétiques	p. 08
3. France	p. 14
4. Paris	p. 16
5. Ile-de-France (hors Paris)	p. 18
6. Seine-et-Marne	p. 20
7. Yvelines	p. 22
8. Essonne	p. 24
9. Hauts-de-Seine	p. 26
10. Seine-Saint-Denis	p. 28
11. Val-de-Marne	p. 30
12. Val-d'Oise	p. 32
13. Lyon et son agglomération	p. 34
14. Marseille et son agglomération	p. 36
15. Cartes de France des prix moyens et prix moyens au m ² par région	p. 38

#1

EDITORIAL

Immobilier ancien : les vendeurs retrouvent raison

Une partie des vendeurs a enfin intégré qu'il fallait adapter ses prétentions financières aux conditions du marché pour parvenir à vendre son logement. Ainsi, après une légère baisse des prix enregistrée en 2012 (-1,9 %), suivie d'un nouveau recul en 2013 (-1,8 %), la tendance s'accroît en 2014 et **le prix moyen au m² enregistre, au niveau national, un repli de -2,8 %**. La contraction de l'activité, observée au 1^{er} semestre 2014, est sans aucun doute à l'origine de cette prise de conscience. Cette dernière s'est traduite par une correction des prix au second semestre, avec pour corollaire un regain d'activité en fin d'année. La dynamique amorcée est toutefois trop récente pour impacter le volume annuel des ventes.

Ainsi, tandis qu'en 2013 **le nombre de transactions** augmentait de 3,1 %, **l'activité s'érode en 2014 (-2,7 % sur l'année)**. Le marché des appartements voit notamment le nombre de ses transactions reculer de -6,9 % en 2014, fortement contraint par les nouvelles exigences de la loi ALUR s'imposant aux ventes de lots en copropriété, quand celui des maisons se redresse de +1,7 %.

Ce contraste en termes de dynamisme se répercute sur les **délais de vente** qui s'allongent encore de 5 jours en 2014 après deux hausses consécutives en 2012 (+9 jours) et 2013 (+3 jours). Ils atteignent 95 jours en moyenne. Sans surprise, la hausse est plus importante pour le segment des appartements que pour celui des

maisons (9 jours pour les appartements contre 2 jours seulement pour les maisons).

Si, dans l'ensemble, le marché fléchit, c'est qu'**un certain nombre d'acheteurs-vendeurs demeurent attentistes et sursoient à leurs projets**. D'autres, en revanche, notamment quand il s'agit d'acquérir plus grand, comprennent qu'en concédant une baisse de prix, ils en sont à leur tour bénéficiaires lors de leur achat, aidés, en outre, par des conditions bancaires exceptionnelles.

Les taux d'intérêt ne cessent en effet de diminuer. En 2012, avec 3,31 % ils affichaient déjà leur plus bas niveau depuis 1945. Leur repli s'est encore accru depuis pour se situer désormais à 2,38 %, un niveau historiquement bas. La modicité de ces taux est capitale dans le soutien de l'activité immobilière.

La conjugaison de prix baissiers et de taux d'intérêt réduits améliore la solvabilité des ménages, et l'on note notamment la forte poussée des moins de 30 ans parmi les acquéreurs (+9,1 % en 2014). Les établissements bancaires se servent du crédit immobilier comme produit harpon pour fidéliser ces jeunes ménages qui tirent profit des conditions qui leur sont proposées pour réaliser 21,5 % des acquisitions, tout en jugulant leur quotité d'emprunt (76,17 % contre 78,97 % un an plus tôt).

Il faut souligner que **jamais, depuis la création de notre observatoire, leur pouvoir d'achat immobilier n'a été aussi élevé** et l'apport nécessaire pour acquérir un logement aussi faible (3 % du montant moyen d'une transaction au second semestre 2014 contre 9 % un an plus tôt, 15 % deux ans auparavant et même 21 % il y a trois ans) !

En moyenne, les ménages acquièrent un appartement pour 193 178 € ou une maison pour 214 399 €, et profitent des conditions du marché pour acheter légèrement plus grand : 110,8 m² pour une maison (+1,74 m² sur douze mois) et 57,4 m² pour un appartement (+0,26 m²).

Ces acquisitions sont réalisées très majoritairement à titre de résidence principale ; **les investissements locatifs continuent de reculer** de -1,3 % (après avoir déjà chuté de -5,2 % en 2012 et -7,5 % en 2013). Résultat : l'offre du parc locatif ne cesse de se dégrader.

À Paris : un phénomène d'appel d'air

Si les prix s'étaient légèrement réajustés en 2013 (-3,9 %) permettant au marché d'enregistrer une augmentation du nombre de ses ventes (+4,1 %), le phénomène ne s'est pas prolongé en 2014. **Le prix moyen au m² parisien connaît une très sensible augmentation de +0,5 %**, s'établissant à 8230 €. L'activité n'en pâtit que peu (-0,8 %). Toutefois, **les délais de vente s'allongent** : +15 jours en 2012, +6 jours en 2013, **ils augmentent encore de 11 jours en 2014 pour atteindre 76 jours, soit la durée la plus longue jamais connue dans la Capitale** (en 2009, au plus fort de la crise, ils se situaient à 69 jours).

Mais pourquoi le marché parisien ne subit-il pas de véritable décrochage ?

Tout simplement parce que la Capitale connaît un déficit structurel de l'offre que la très faible construction de logements neufs ne parvient pas à compenser. Ce déséquilibre maintient une forte pression sur les prix. Il ne faut pas négliger par ailleurs l'attrait de la Capitale, agissant comme une force centripète sur les ménages qui profitent du moindre appel d'air donné par une correction des prix pour s'engouffrer, quitte pour cela à réaliser des sacrifices notamment en termes de superficie. C'est ainsi que la surface moyenne d'une transaction parisienne baisse de 2,32 m² sur un an pour s'établir à 47,2 m², tandis que **le montant moyen d'une acquisition recule pour s'établir à 382 519 € (soit près de 14 000 € de moins qu'en 2013)**.

À l'instar de l'an dernier, **ce sont les cadres moyens qui portent le marché parisien** et leur part parmi les acquéreurs augmente encore (+22,4 %) pour représenter 39,9 % des acheteurs (prenant la première place du podium).

Ces achats sont réalisés majoritairement à titre de résidence principale (54,8 %). **Les investissements locatifs, après avoir chuté de -9,8 % en 2012 et de -8,8 % en 2013, se stabilisent à un niveau historiquement bas** (25 % des acquisitions parisiennes).

En Ile-de-France, le marché se grippe

Le prix moyen au m² enregistre un nouveau recul de -2,6 % en 2014 pour s'établir à 3195 € (après avoir diminué de -1,1 % en 2012 et de -2,9 % en 2013). **Le nombre de transactions franciliennes fléchit de -2,4 %**, plombé notamment par le segment des appartements dont les ventes, entravées par l'une des mesures de la loi ALUR, s'effondrent de -7,2 %. L'évolution des délais de vente reflète les divergences de dynamisme entre segments de marché : ils s'allongent de 14 jours pour les appartements (contre 4 jours pour les maisons).

Seules les ventes à titre de résidence principale se maintiennent, quand celles dédiées aux investissements locatifs se détériorent de -2,5 %.

Les acquéreurs franciliens qui passent à l'acte profitent des conditions bancaires particulièrement favorables pour acheter plus grand, tout en diminuant leur quotité de financement. Pour un montant moyen de 245 234 €, ils augmentent leur superficie de 2,14 m² et font passer leur quotité de 78,85 % en 2013 à 74,71 % en 2014.

En Province : coups de rabots successifs sur les prix

La correction des prix observée en Province depuis 2012 tend à se généraliser. Si en 2013, sept régions avaient vu leurs prix augmenter, en 2014 seule une région est haussière, le Limousin (+3,7 %). Partout ailleurs, **les prix reculent, souvent avec plus d'intensité qu'en 2013.** Il n'est ainsi pas rare de constater des baisses supérieures à -5 %.

C'est le cas notamment en Auvergne, dans le Languedoc-Roussillon, en Lorraine, dans le Nord et la Picardie ainsi qu'en Poitou-Charentes.

Le regain d'activité n'est cependant au rendez-vous que dans quelques régions : en Basse-Normandie (dont les prix ne cessent de se détériorer depuis 3 ans), Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Pays-de-la-Loire.

La pression fiscale toujours croissante et le chômage ont dégradé la confiance des ménages, les poussant à différer leur projet immobilier, à leurs yeux pourtant primordial.

Conclusion & perspectives 2015

Finalement, le marché immobilier se révèle d'une résistance inespérée au vu du feu d'artifices de mesures qui sont venues peser sur le pouvoir d'achat des ménages (hausse des impôts, hausse des droits de mutation...), et sur l'activité (encadrement des loyers, mesures ALUR) ! Loin de s'arrêter en si bon chemin, il semble que les pouvoirs publics nous réservent pour 2015 leur lot de nouvelles augmentations (hausse des impôts locaux, surtaxe sur les résidences secondaires...).

Encourager ou matraquer : il va falloir choisir, car la stagnation de l'activité tire son origine, non pas de prix immobiliers excessifs ou des conditions d'octroi de crédit, mais bien des incertitudes fiscales qui ont poussé une partie de la population à l'immobilisme, dans la crainte d'une inéluctable dégradation de son niveau de vie.

L'effritement des prix devrait se poursuivre en 2015 sans permettre au marché de retrouver sa vigueur passée. Une hausse brutale des taux d'intérêt pourrait transformer cet effritement en véritable correction, voire en dévissage en fonction de son amplitude.

Le marché de l'ancien ne réclame aucune aide mais, en revanche, la fin des attermoissements fiscaux et la simplification d'un formalisme surabondant sont plus que jamais nécessaires. Pour l'heure, les Français attendent, mais ils ne savent plus quoi.

#2

TABLEAU SYNTHÉTIQUE



PRIX MOYEN
AU M²

ÉVOLUTION SUR
12 MOIS
(2014 vs 2013)

PRIX MOYEN
D'ACQUISITION

SUPERFICIE

DÉLAIS
DE VENTE

FRANCE ENTIÈRE		2 496 €	- 2,8 %	200 443 €	83,3 m ²	95 j
Paris		8 230 €	+ 0,5 %	382 519 €	47,2 m ²	76 j
Ile-de-France (hors Paris)		3 195 €	- 2,6 %	245 234 €	77,7 m ²	92 j
Seine-et-Marne (77)		2 320 €	+ 1,1 %	191 131 €	84,6 m ²	95 j
Yvelines (78)		3 307 €	- 5,6 %	283 255 €	87,1 m ²	93 j
Essonne (91)		2 768 €	- 1,9 %	229 284 €	84,2 m ²	95 j
Hauts-de-Seine (92)		5 268 €	- 1,5 %	338 437 €	64,3 m ²	87 j
Seine-Saint-Denis (93)		3 092 €	- 2,2 %	214 801 €	69,4 m ²	99 j
Val-de-Marne (94)		3 920 €	- 0,3 %	276 408 €	70,6 m ²	87 j
Val-d'Oise (95)		2 678 €	- 5,2 %	224 677 €	84,3 m ²	87 j
Lyon et son agglomération		2 510 €	- 4,1 %	201 010 €	80,5 m ²	96 j
Marseille et son agglomération		2 534 €	- 1,1 %	198 621 €	77,8 m ²	97 j

TABLEAU SYNTHÉTIQUE

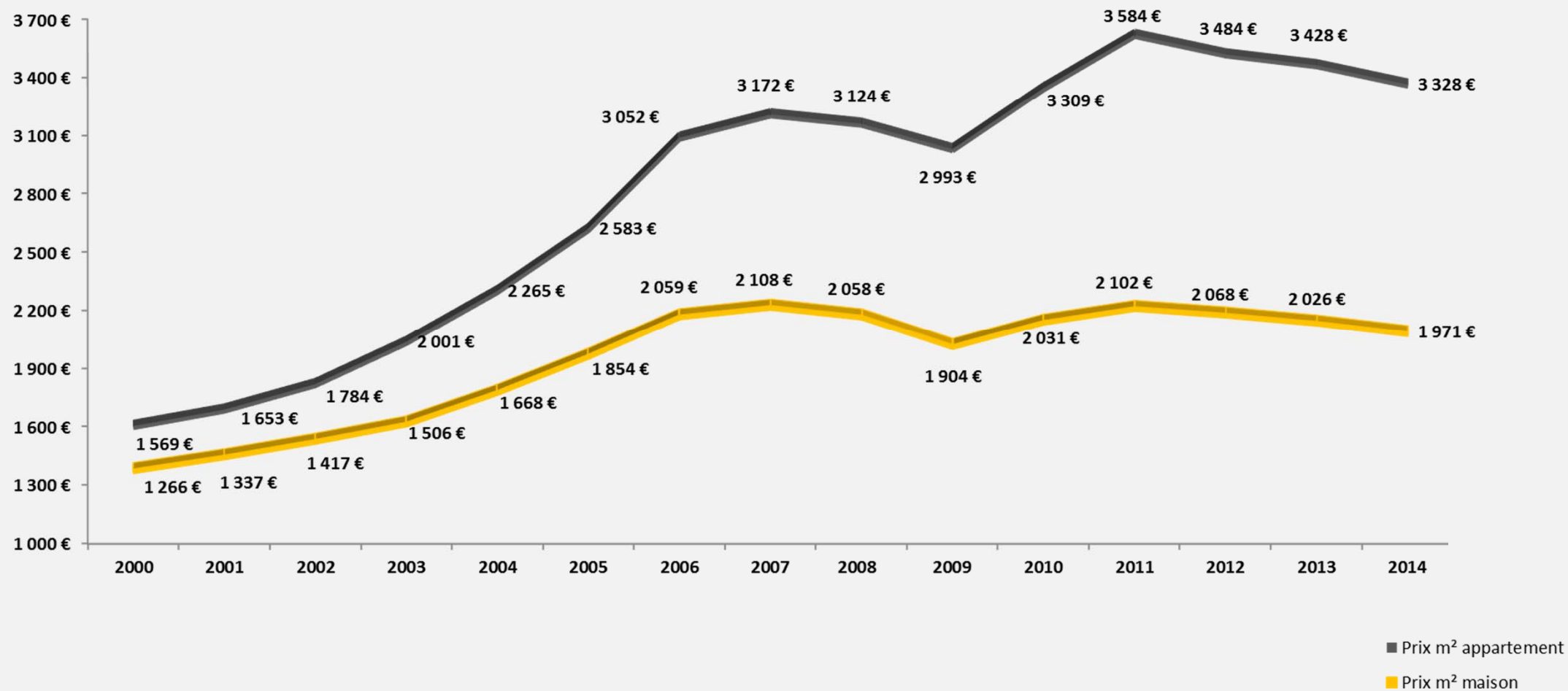


		PRIX MOYEN AU M ²	ÉVOLUTION SUR 12 MOIS (2014 vs 2013)	PRIX MOYEN D'ACQUISITION	SUPERFICIE	DÉLAIS DE VENTE
Alsace		1 769 €	- 3,8 %	148 747 €	85,4 m ²	93 j
Aquitaine		2 192 €	- 1,1 %	180 609 €	86,1 m ²	100 j
Auvergne		1 228 €	- 5,6 %	104 648 €	95,5 m ²	104 j
Bourgogne		1 283 €	- 2,1 %	111 926 €	94,7 m ²	99 j
Bretagne		1 922 €	- 0,2 %	159 748 €	88,6 m ²	110 j
Centre		1 516 €	- 2,4 %	144 835 €	99,2 m ²	102 j
Champagne-Ardenne		1 369 €	- 1,2 %	120 631 €	90,4 m ²	79 j
Franche-Comté		1 528 €	- 2,1 %	128 199 €	88,7 m ²	94 j
Basse-Normandie		1 804 €	- 0,6 %	155 403 €	88,7 m ²	97 j
Haute-Normandie		1 585 €	- 0,1 %	144 685 €	94 m ²	99 j
Languedoc-Roussillon		1 975 €	- 7,4 %	157 284 €	82 m ²	106 j
Limousin		1 270 €	+ 3,7 %	109 279 €	87,6 m ²	102 j
Lorraine		1 402 €	- 7 %	132 686 €	99,8 m ²	93 j
Midi-Pyrénées		1 577 €	- 2,8 %	136 279 €	93,3 m ²	107 j
Nord/Picardie		1 556 €	- 6 %	143 104 €	93,7 m ²	93 j
Pays-de-la-Loire		1 863 €	- 2,8 %	169 133 €	93,7 m ²	86 j
Poitou-Charentes		1 585 €	- 6,7 %	156 768 €	104,1 m ²	105 j
Provence-Alpes-Côte-d'Azur		3 438 €	- 2,1 %	261 303 €	76,2 m ²	101 j
Rhône-Alpes		2 547 €	- 4 %	217 151 €	84,6 m ²	99 j

ÉVOLUTION ANNUELLE DES PRIX MOYENS AU M² EN FRANCE

APPARTEMENTS ET MAISONS

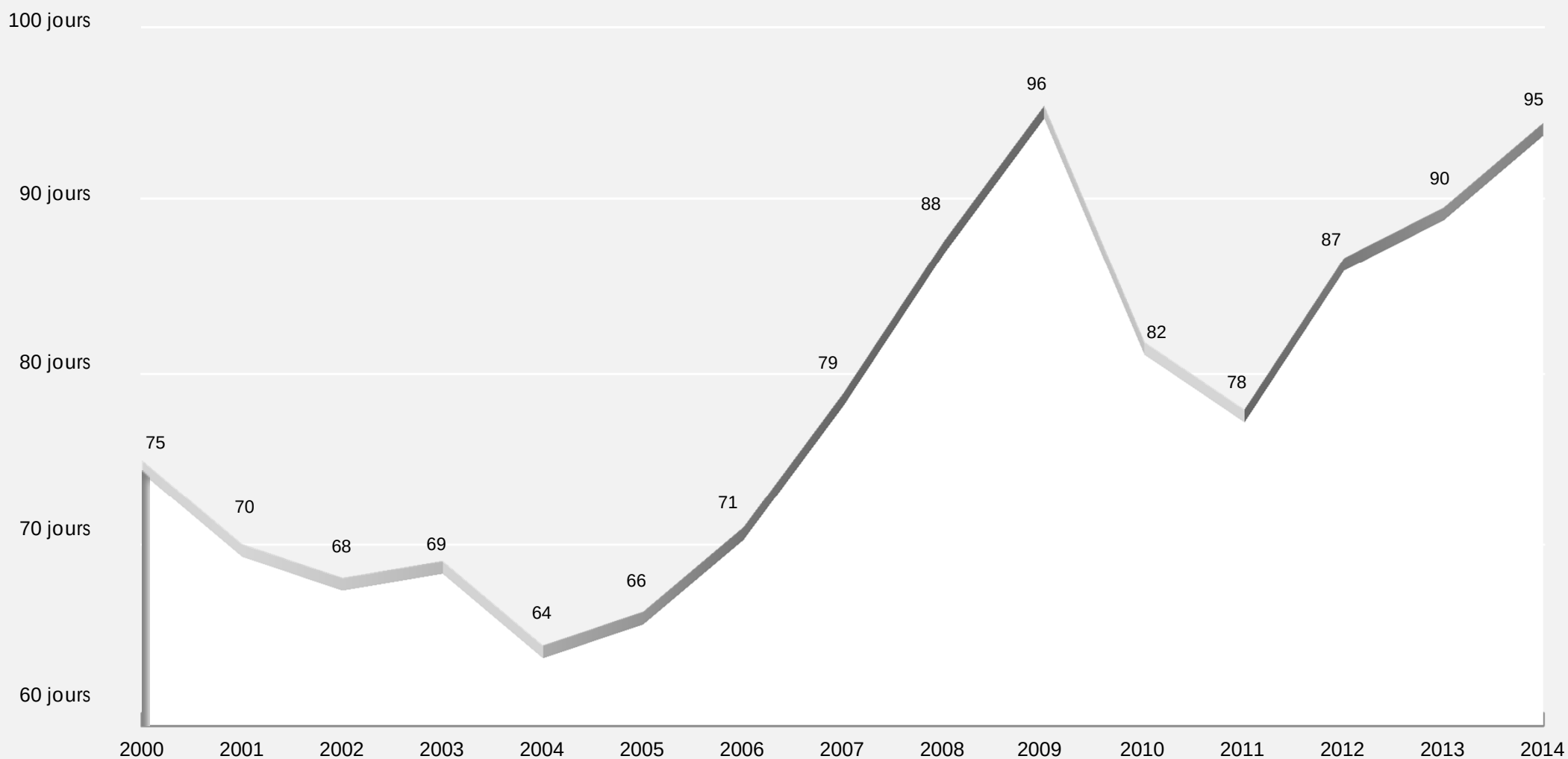
(Période : 2000 – 2014)



ÉVOLUTION ANNUELLE DES DÉLAIS DE VENTE MOYENS EN FRANCE

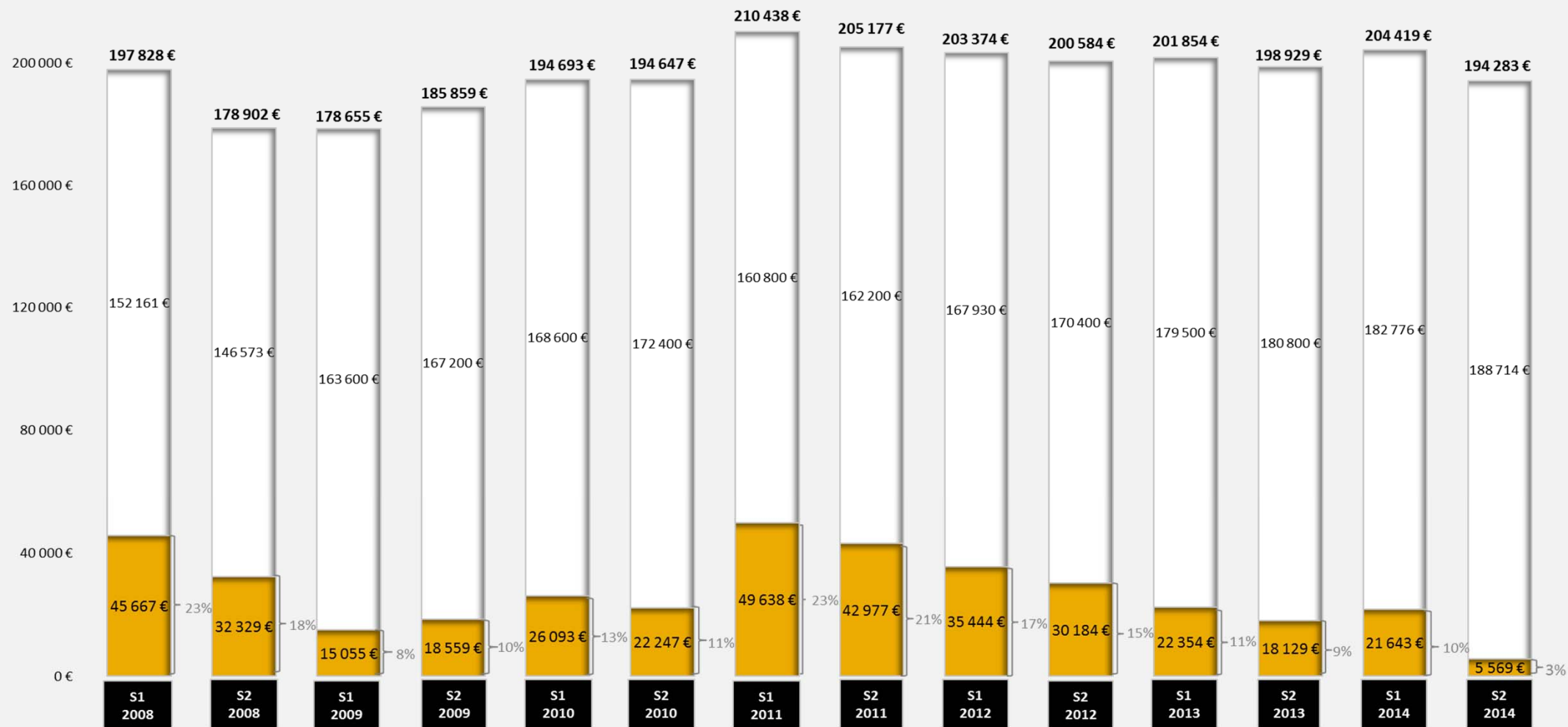
TOUS BIENS CONFONDUS

(Période : 2000 – 2014)



ÉVOLUTION DE L'APPORT PERSONNEL NÉCESSAIRE POUR FINANCER L'ACQUISITION D'UN BIEN IMMOBILIER EN FRANCE*

(montant du crédit pour une mensualité de 1 000 € sur 20 ans)



- Montant financé pour 1 000 € remboursés par mois sur 20 ans
- Apport personnel nécessaire
- + ■ Prix moyen d'une acquisition, France entière

Ces simulations sont communiquées à titre informatif ; elles sont établies sur la base de taux moyens du marché constatés sur les 24 derniers mois pour diverses situations comparables. Cette présentation indicative ne constitue en aucune façon une offre commerciale ou publicitaire de financement et n'a aucune valeur contractuelle.

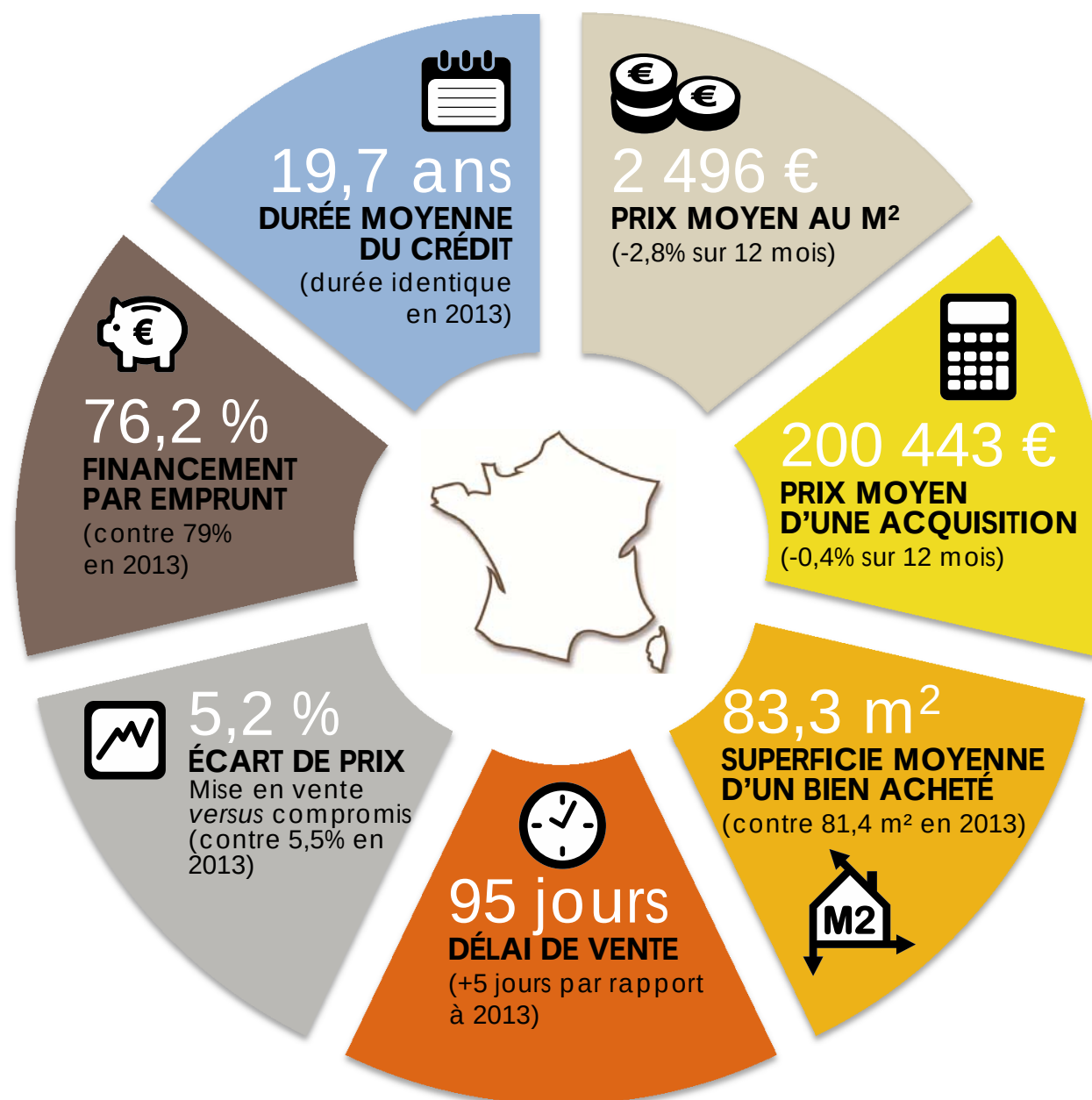
* Hors frais d'enregistrement



[illegible]

#3

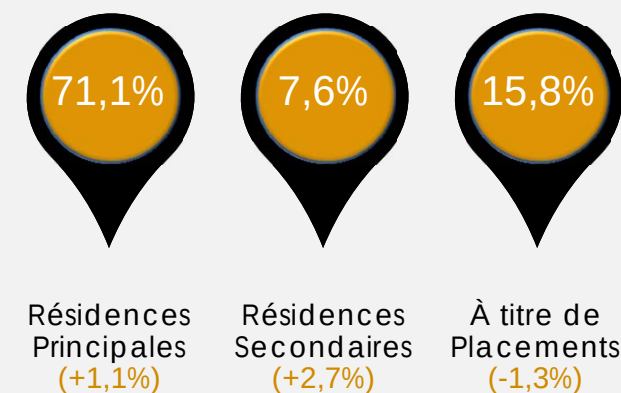
QUE S'EST-IL PASSÉ EN FRANCE EN 2014 ?



EN FRANCE

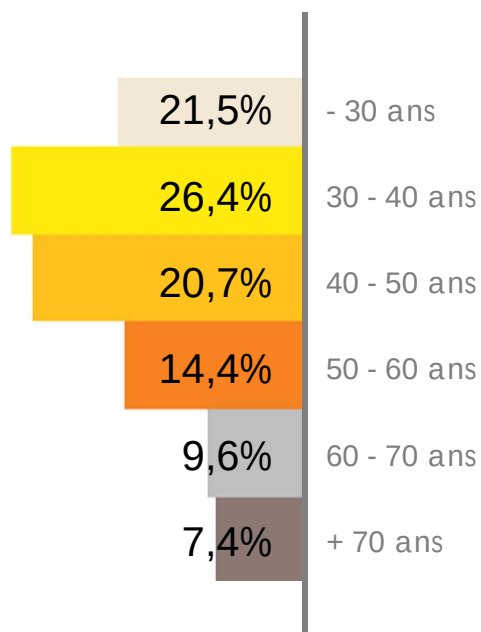
La baisse des prix est relativement homogène pour les appartements et les maisons (respectivement -2,9 % et -2,7 %). Le marché toutefois réagit très différemment selon le type de logements : l'activité dévise sur le segment des appartements qui enregistre un effondrement des transactions de -6,9 % (contre un regain de vigueur de +1,7 % pour les maisons). L'explication tient à l'une des mesures contenues dans la loi ALUR qui exige qu'un nombre conséquent de documents soit désormais annexé à la promesse de vente d'un logement en copropriété, ce qui vient entraver considérablement la réalisation de la transaction. L'autre facteur tient sans doute à l'écart de prix constaté entre ces deux segments de marché : 1971 € le m² pour une maison contre 3328 € le m² pour un appartement, soit un écart, à surface égale, de près de 70 % selon le type de logement retenu.

LES ACQUISITIONS EN FRANCE

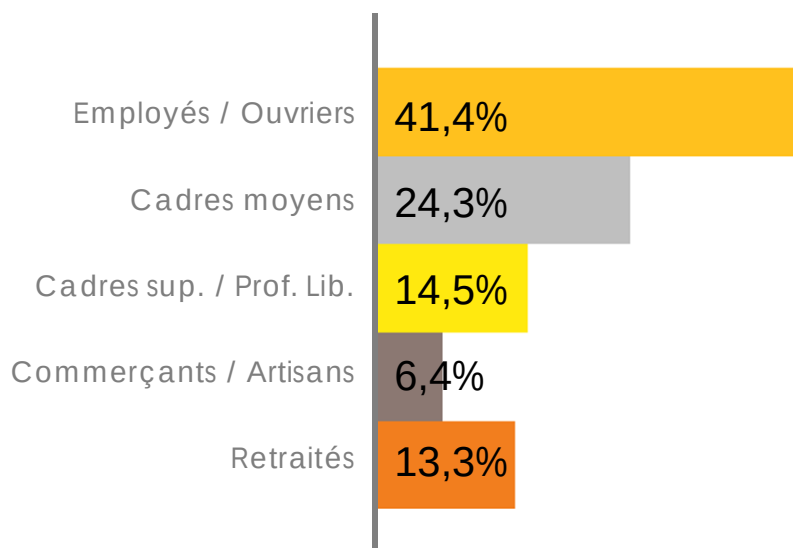


QUI A ACHETÉ EN 2014 EN FRANCE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge

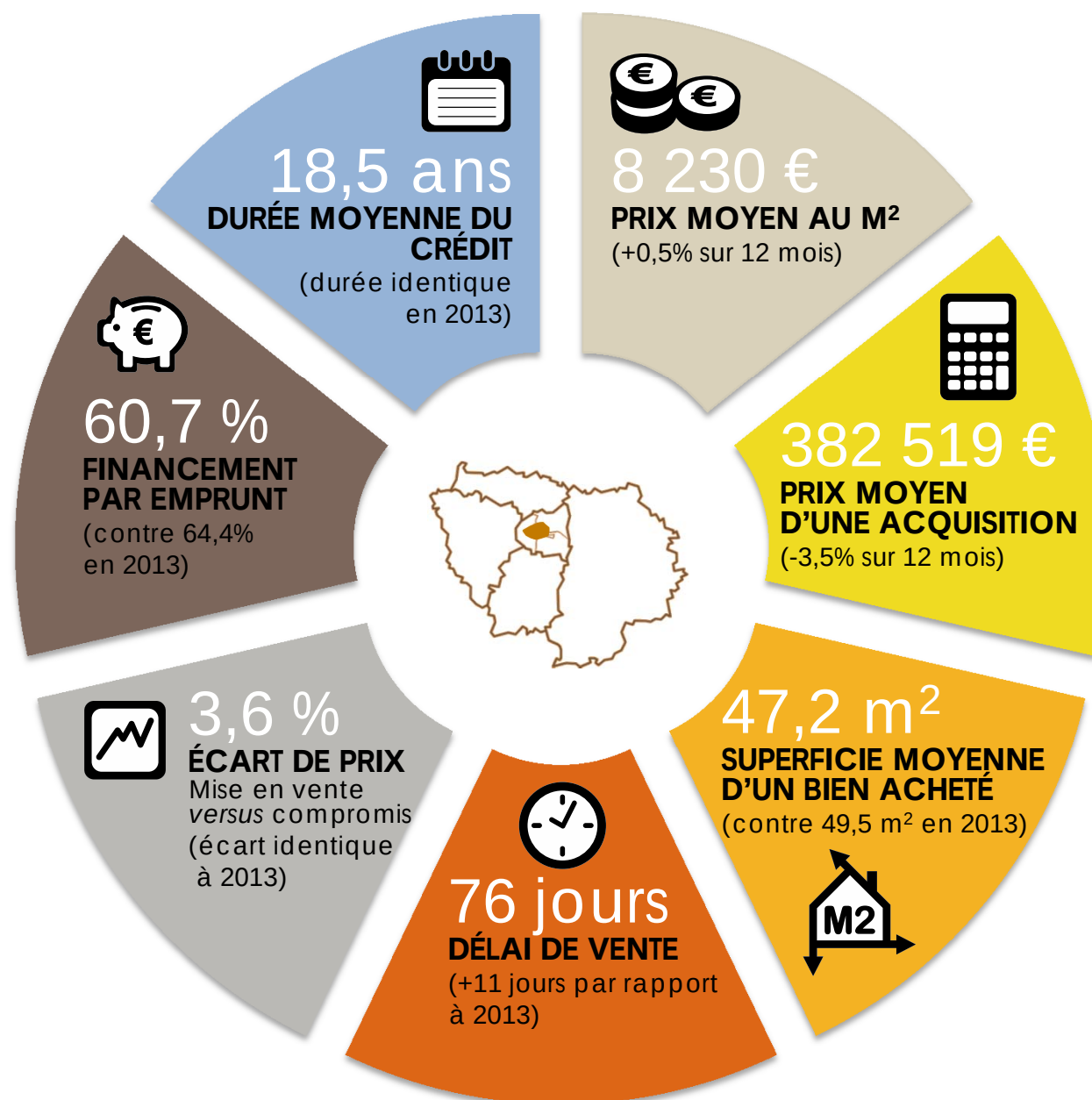


Répartition des acquisitions par CSP



#4

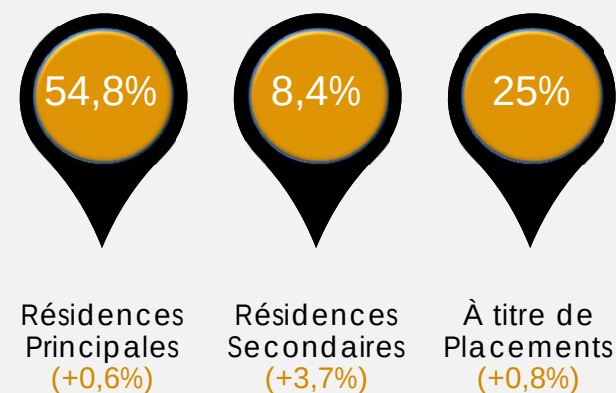
QUE S'EST-IL PASSÉ À PARIS EN 2014 ?



À PARIS

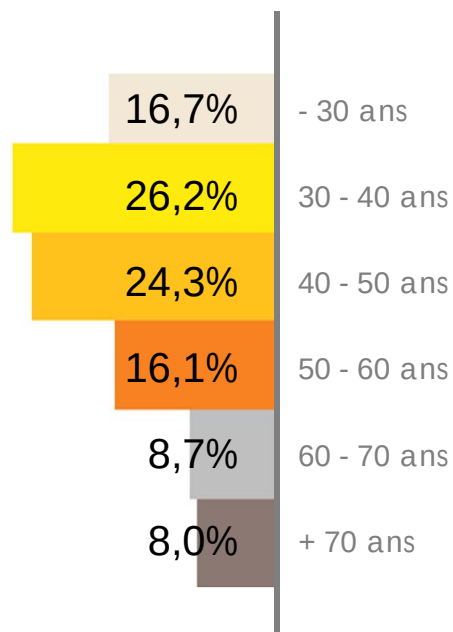
La résistance des prix éloigne de la Capitale les catégories socio professionnelles les plus modestes. Si les employés/ouvriers avaient réalisé une percée en 2013, le phénomène s'est stoppé net en 2014 et leur proportion diminue de -8,4 % pour ne plus représenter que 9,8 % des acquéreurs parisiens. La Capitale accueille majoritairement les cadres moyens, les cadres supérieurs et les professions libérales qui représentent ensemble 77,8 % des acquisitions.

LES ACQUISITIONS À PARIS

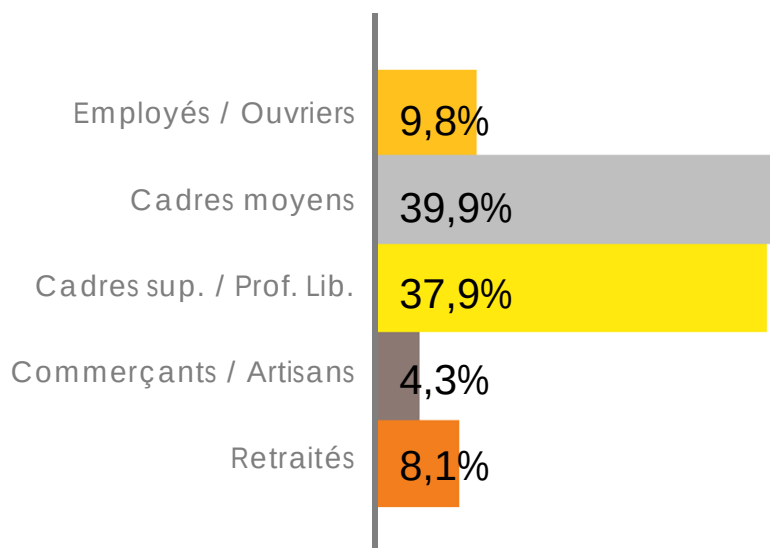


QUI A ACHETÉ EN 2014 À PARIS ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP

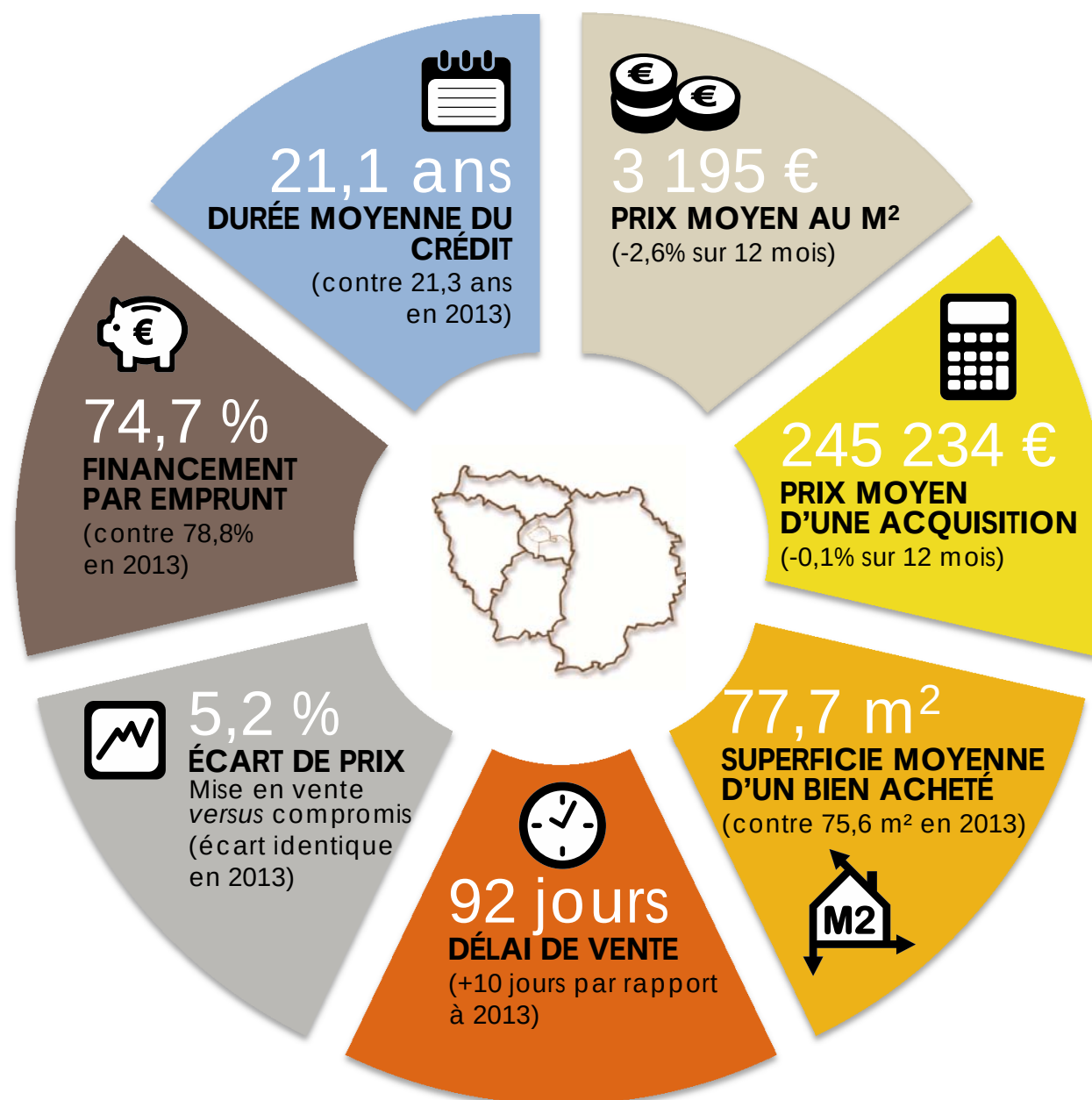


#5

QUE S'EST-IL
PASSÉ

EN ILE-DE-
FRANCE

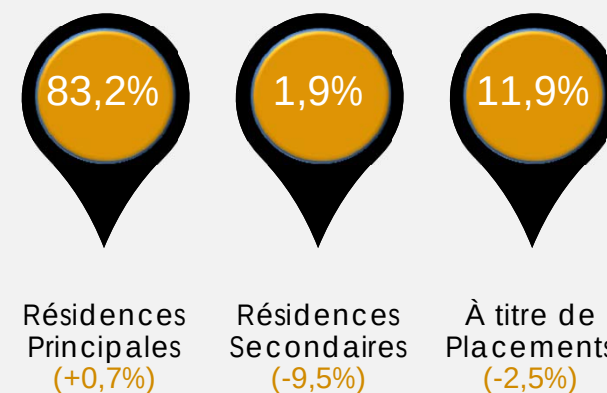
EN 2014 ?



EN ILE-DE-FRANCE

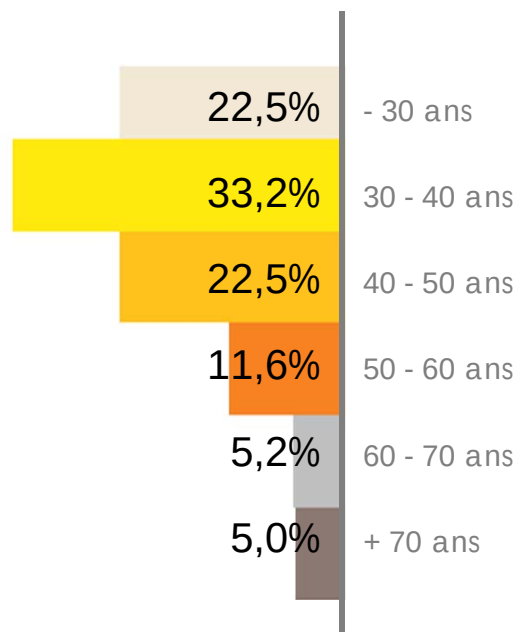
Seule la Seine-et-Marne voit son prix moyen au m² évoluer à la hausse (+1,1 %) : il s'agit cependant du département dont les prix avaient le plus reculé en 2013 (-6,5 %). Par ailleurs, à l'exception du Val-d'Oise qui profite d'un beau regain d'activité (+13,8 %) grâce à une correction de ses prix de -5,2 %, tous les autres départements franciliens voient leur nombre de ventes diminuer (jusqu'à -14,7 % pour les Hauts-de-Seine dont le prix moyen au m², même s'il enregistre en 2014 un recul de -1,5 %, reste le plus élevé de la région : 5268 €/m²).

LES ACQUISITIONS EN ILE-DE-FRANCE

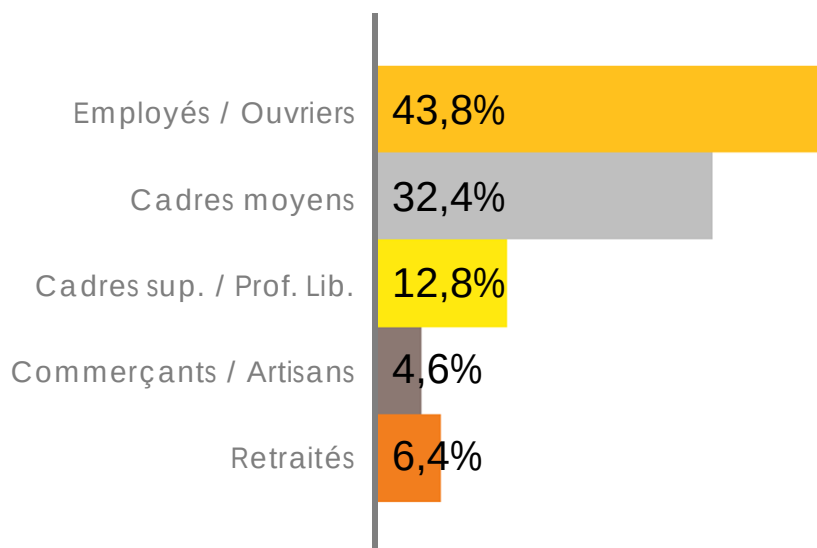


QUI A ACHETÉ EN 2014 EN ILE-DE-FRANCE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP

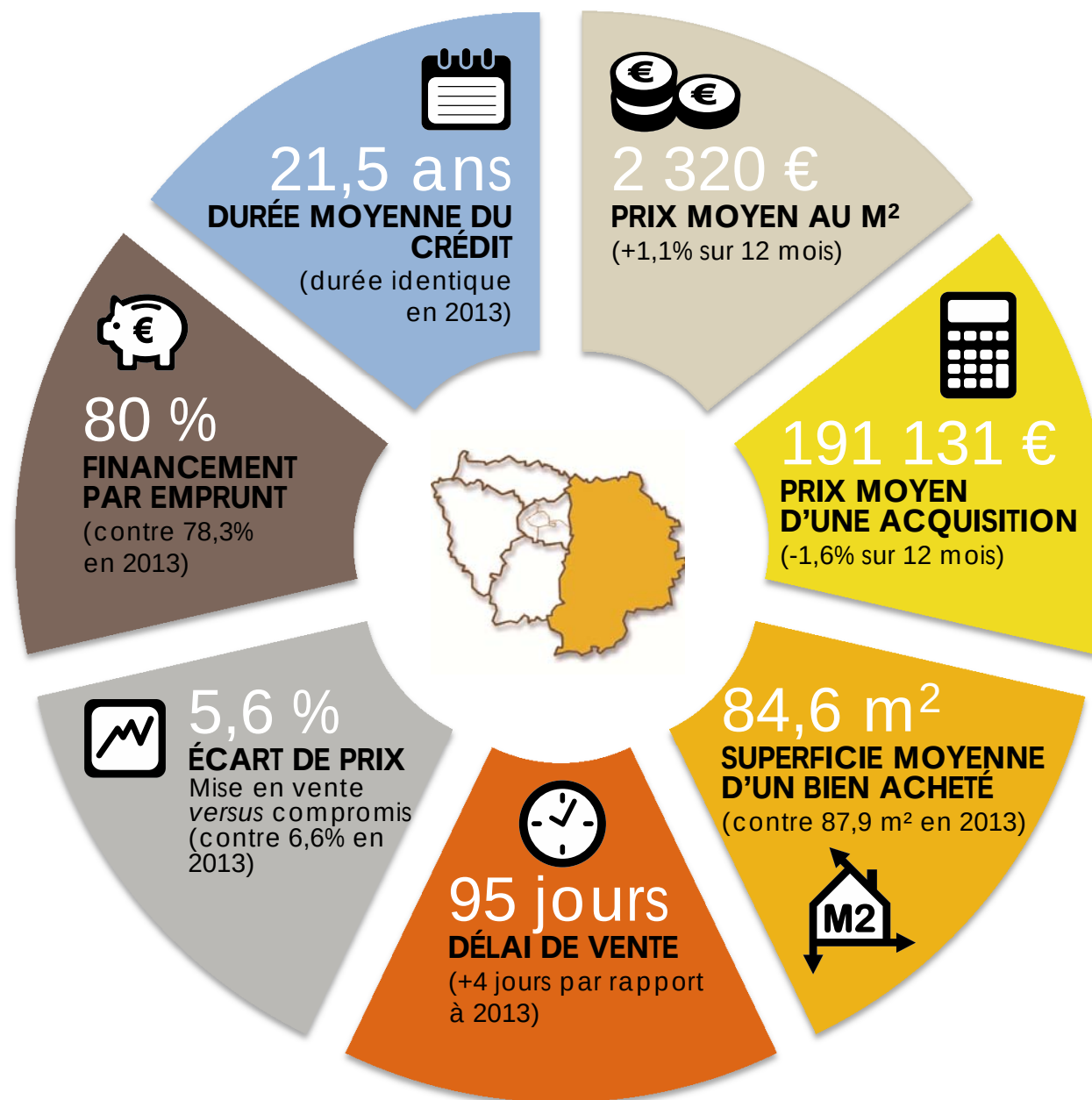


#6

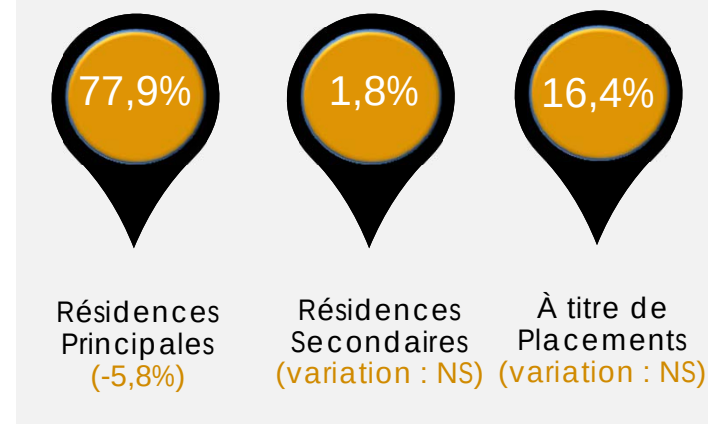
QUE S'EST-IL
PASSÉ

EN SEINE-ET-
MARNE

EN 2014 ?

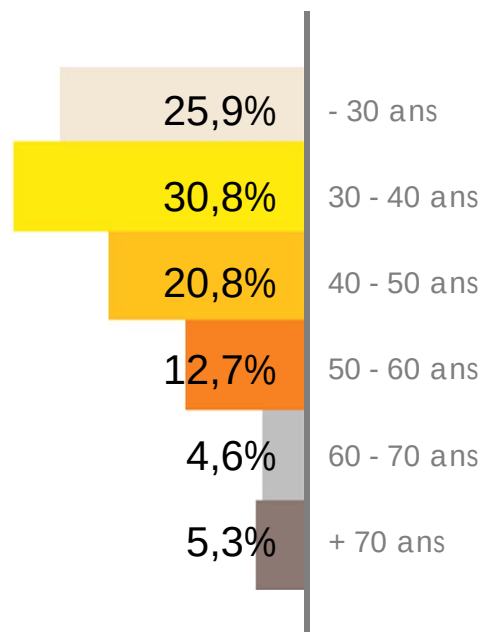


LES ACQUISITIONS EN SEINE-ET-MARNE

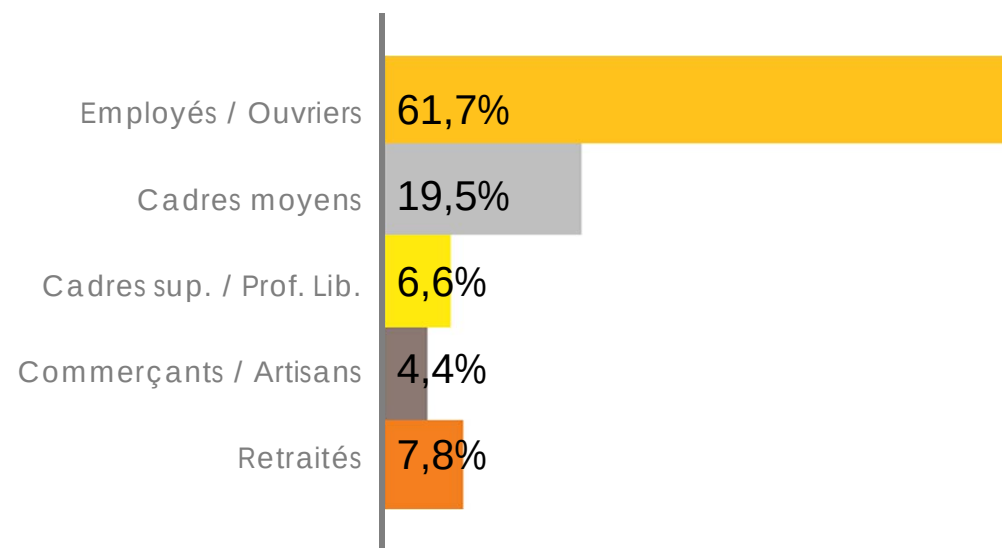


QUI A ACHETÉ EN 2014 EN SEINE-ET-MARNE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP

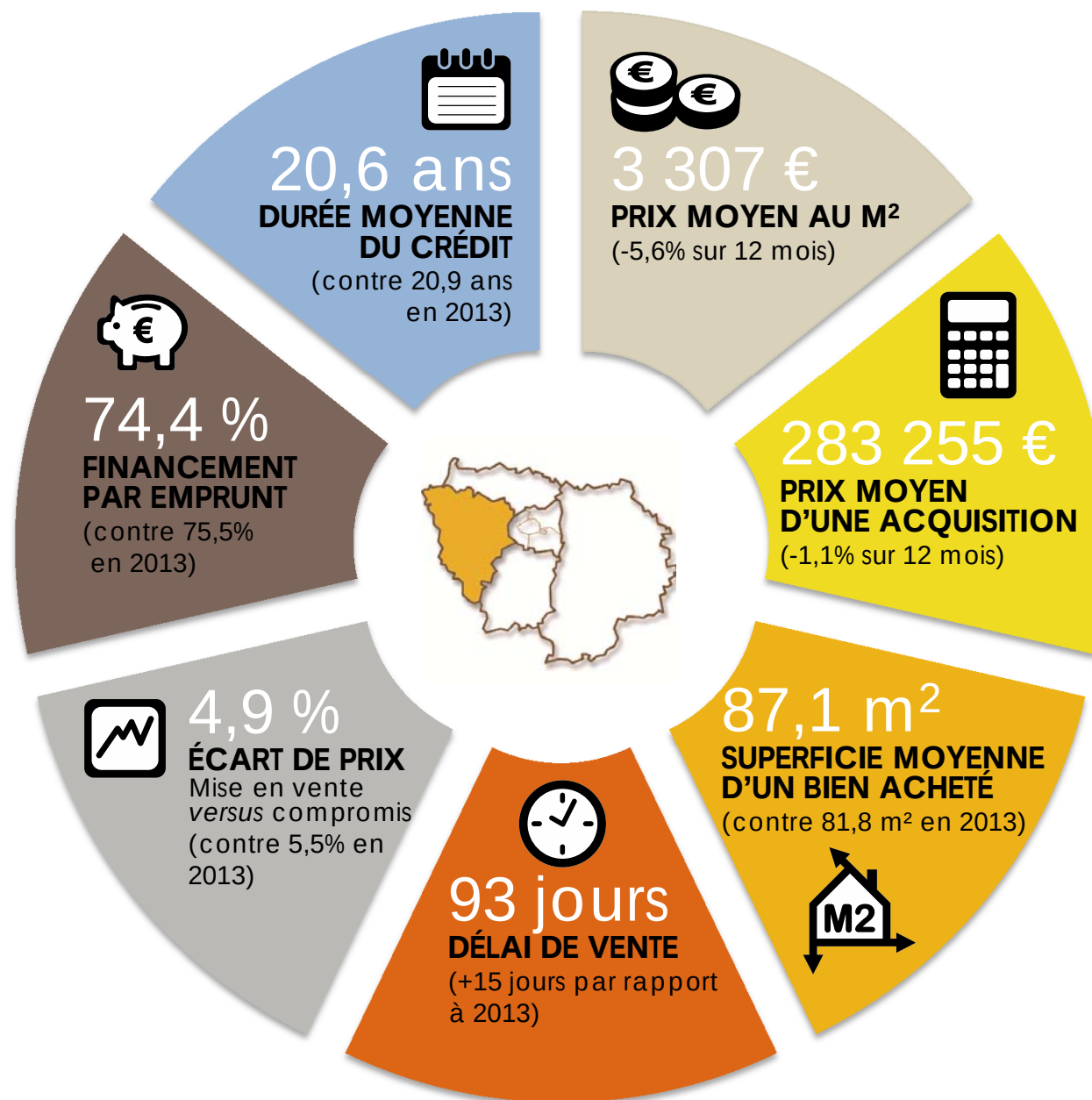


#7

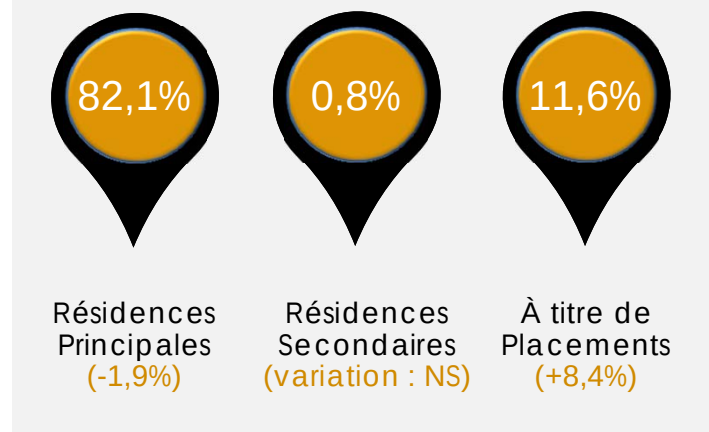
QUE S'EST-IL PASSÉ

DANS LES YVELINES

EN 2014 ?

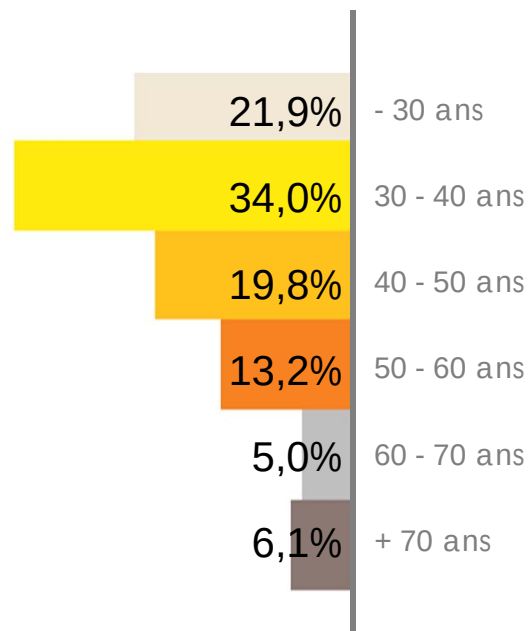


LES ACQUISITIONS DANS LES YVELINES

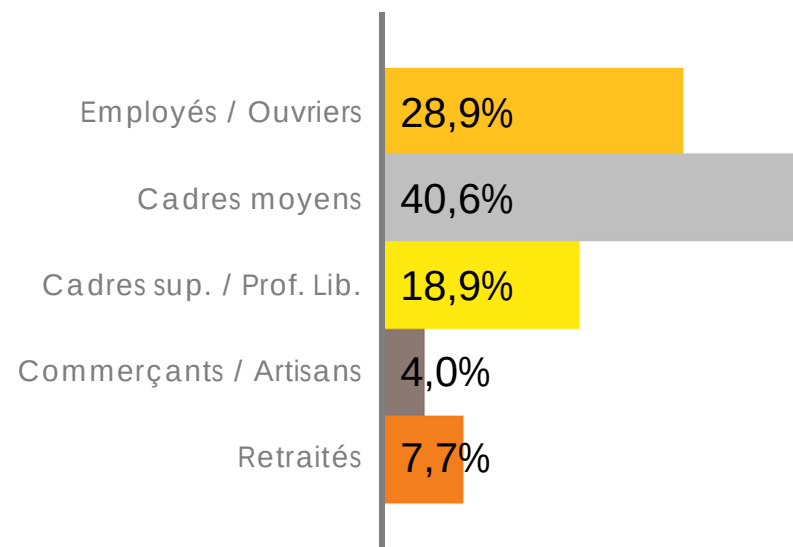


QUI A ACHETÉ EN 2014 DANS LES YVELINES ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge

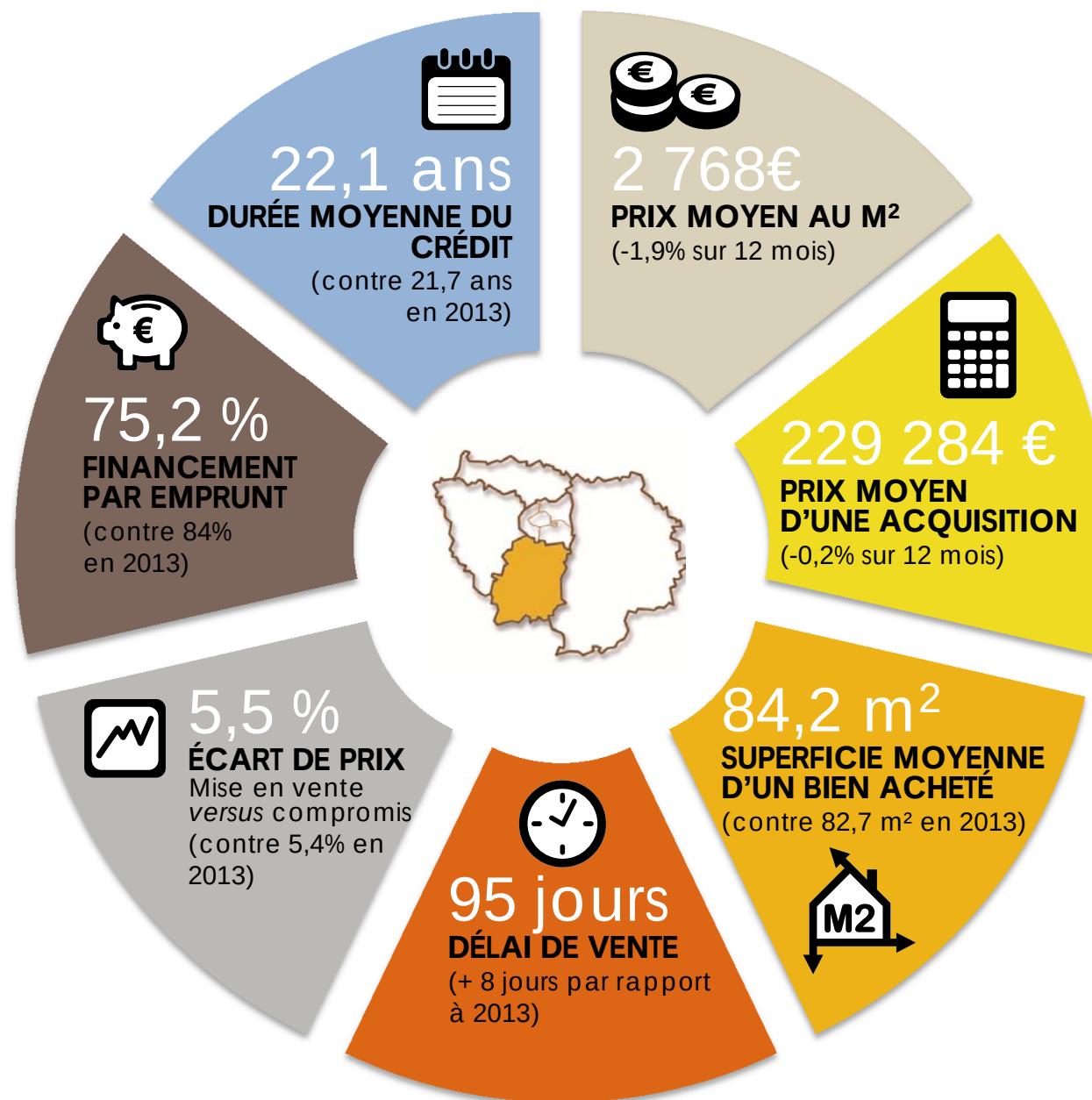


Répartition des acquisitions par CSP

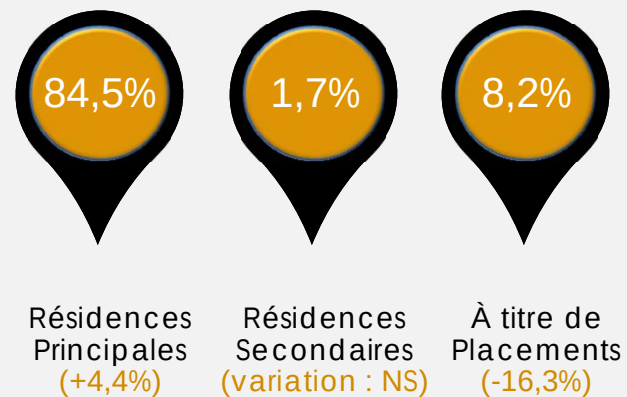


#8

QUE S'EST-IL PASSÉ EN ESSONNE EN 2014 ?

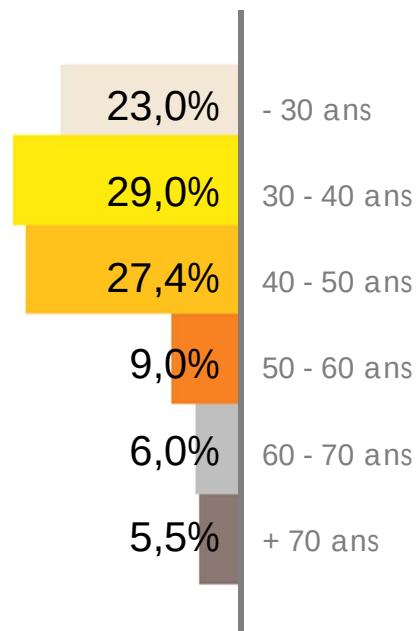


LES ACQUISITIONS EN ESSONNE

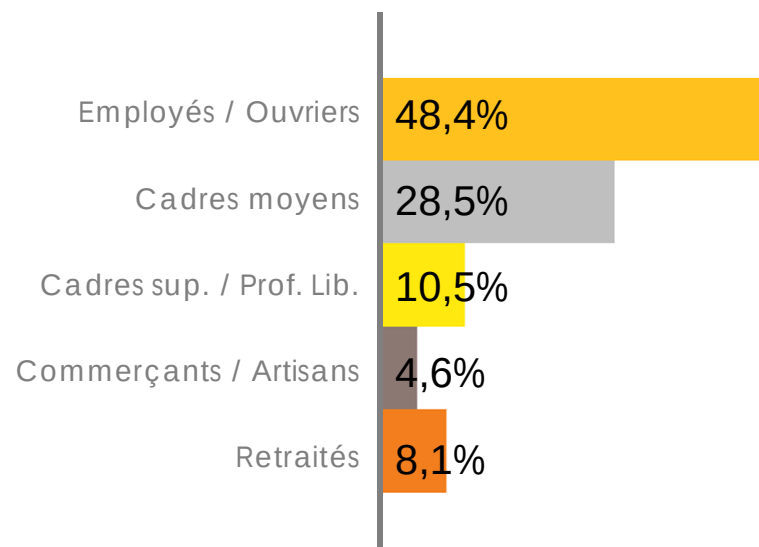


QUI A ACHETÉ EN 2014 EN ESSONNE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge

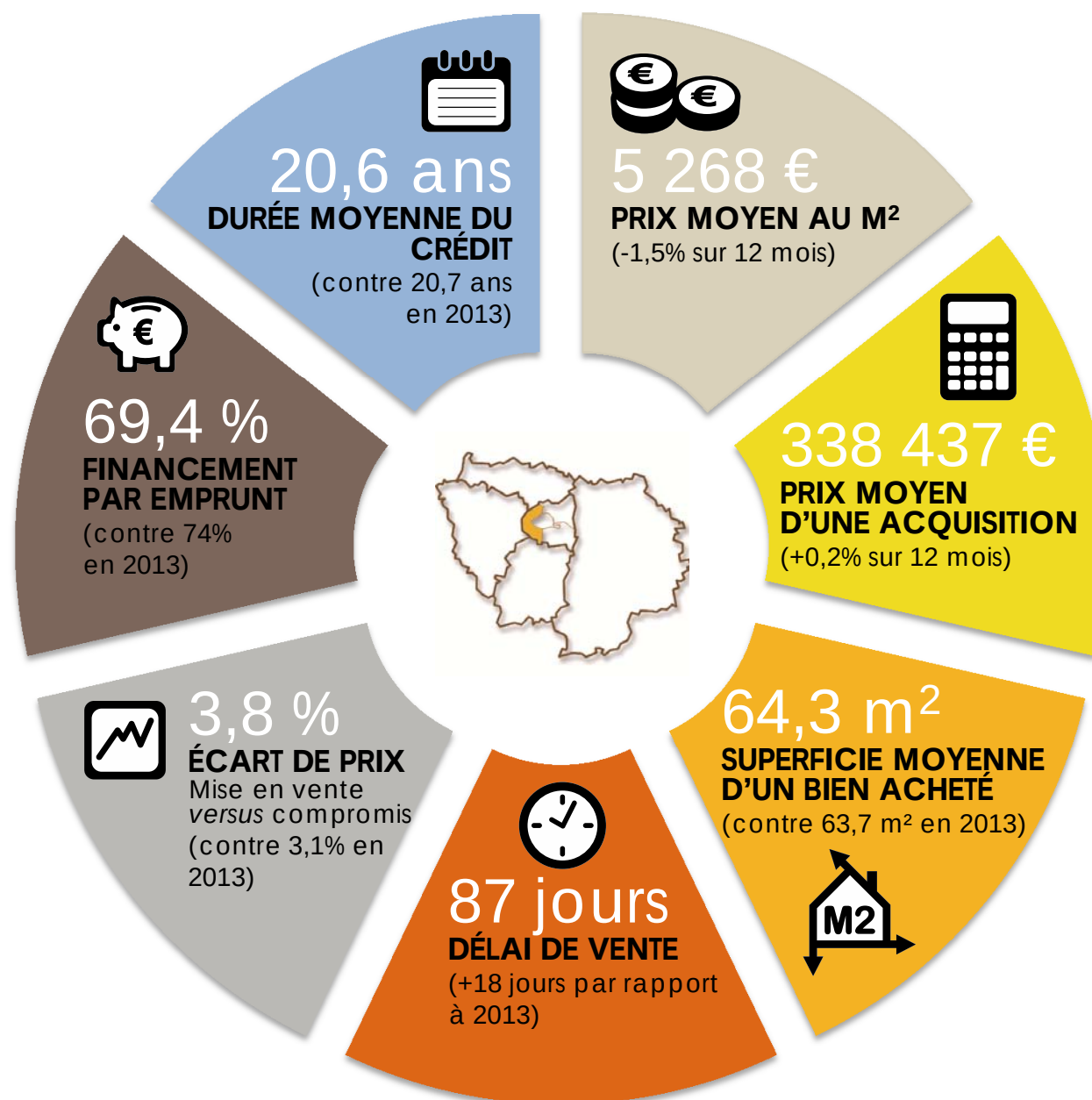


Répartition des acquisitions par CSP

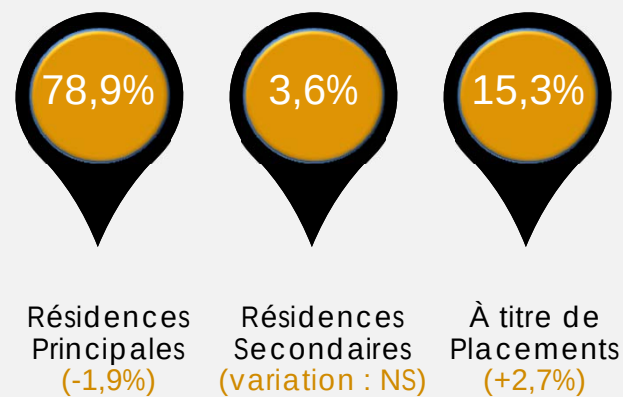


#9

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LES HAUTS-DE- SEINE EN 2014 ?

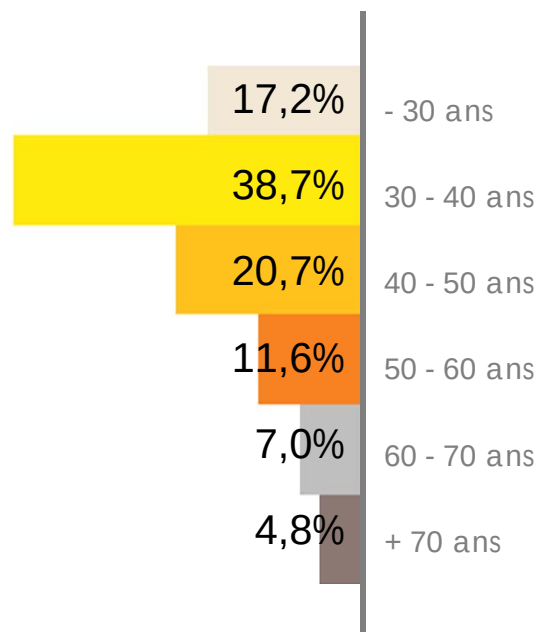


LES ACQUISITIONS DANS LES HAUTS-DE-SEINE

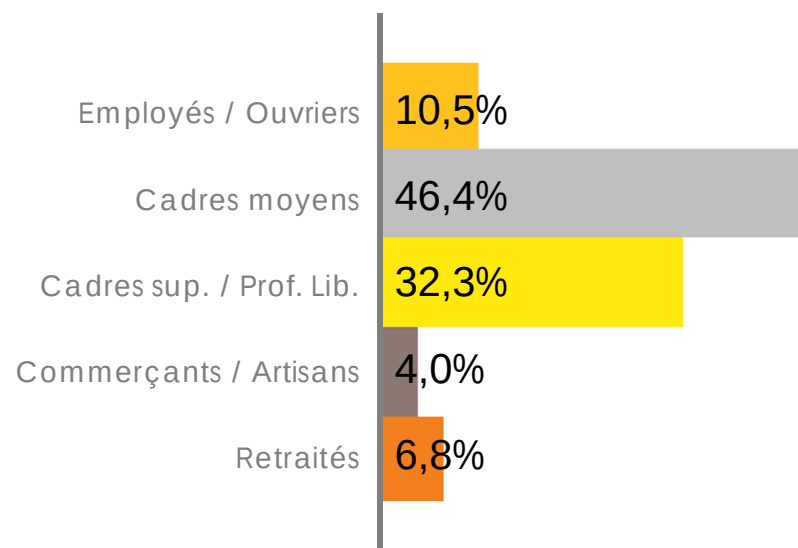


QUI A ACHETÉ EN 2014 DANS LES HAUTS-DE-SEINE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



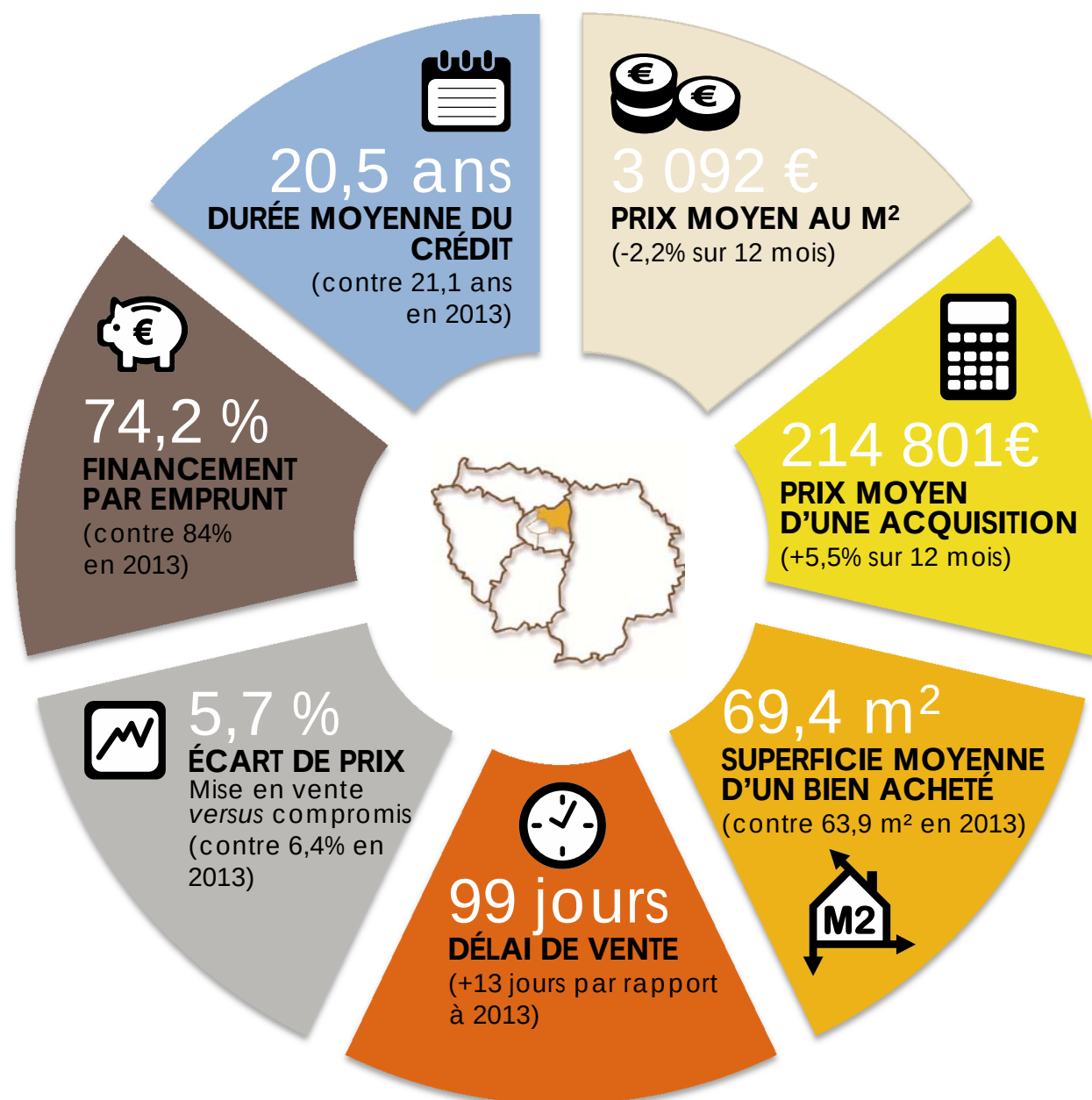
Répartition des acquisitions par CSP



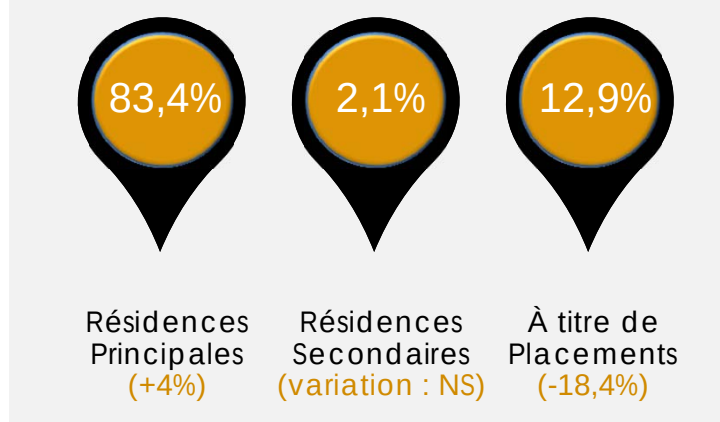
#10

QUE S'EST-IL PASSÉ

EN SEINE- SAINT-DENIS EN 2014 ?

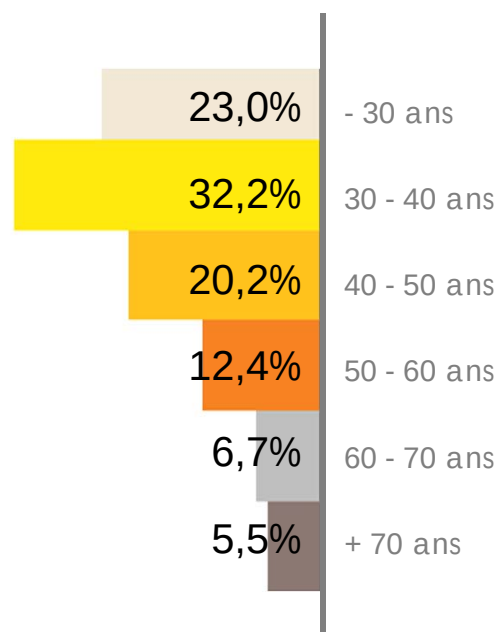


LES ACQUISITIONS EN SEINE-SAINT-DENIS

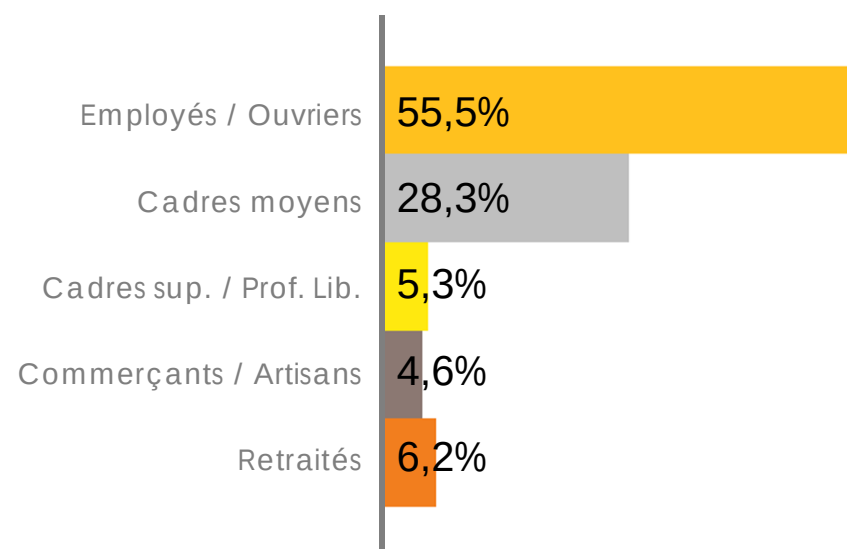


QUI A ACHETÉ EN 2014 EN SEINE-SAINT-DENIS ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge

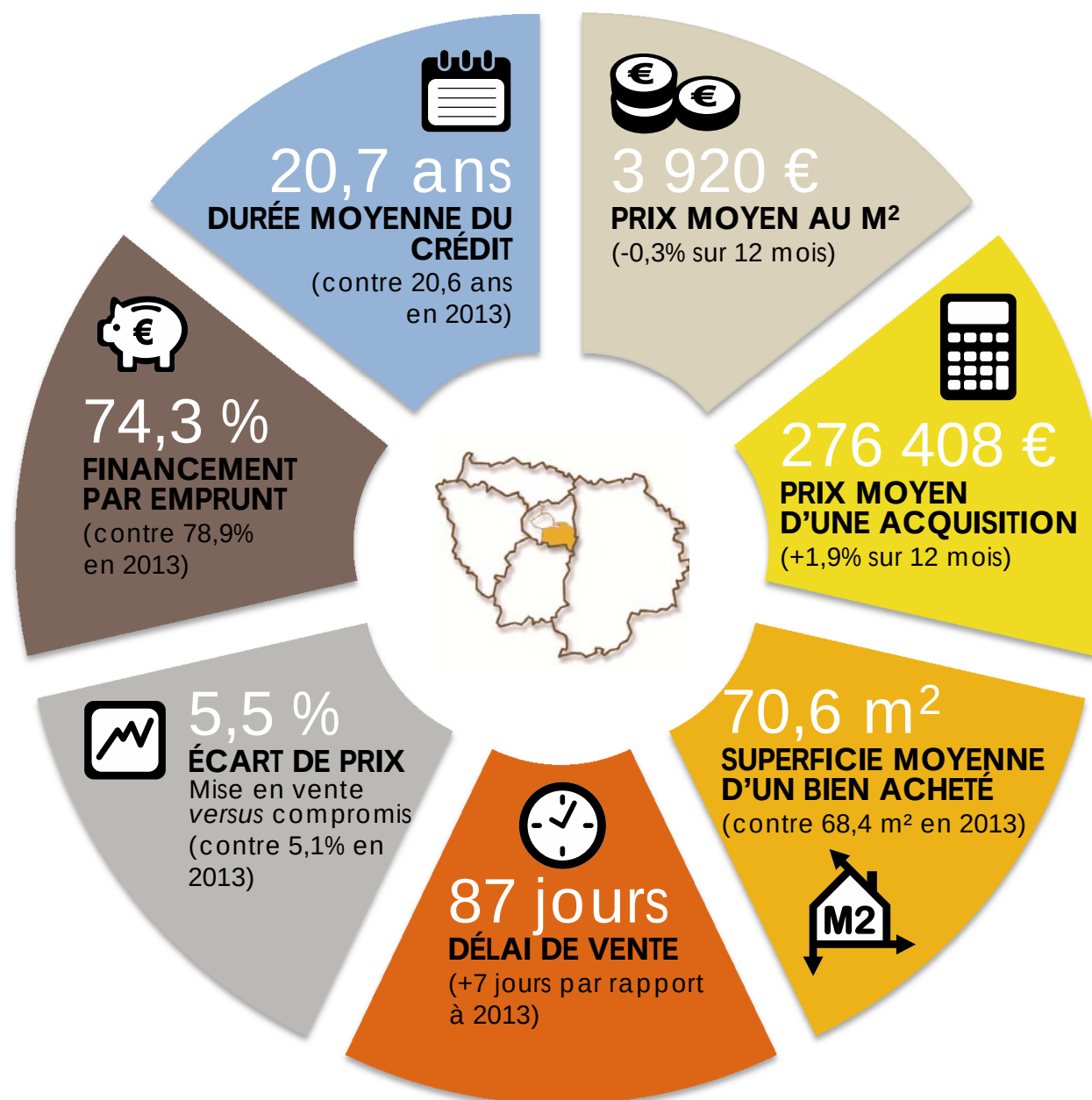


Répartition des acquisitions par CSP

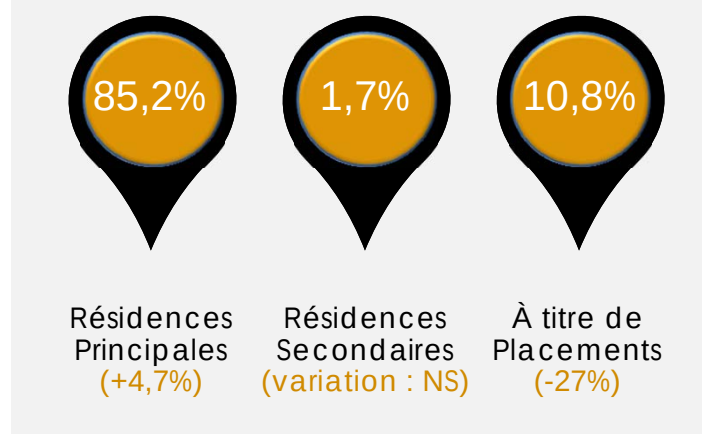


#11

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LE VAL-DE- MARNE EN 2014 ?

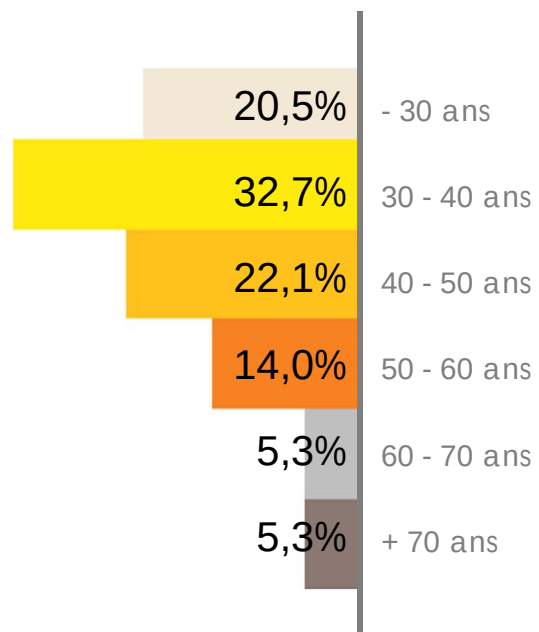


LES ACQUISITIONS DANS LE VAL-DE-MARNE

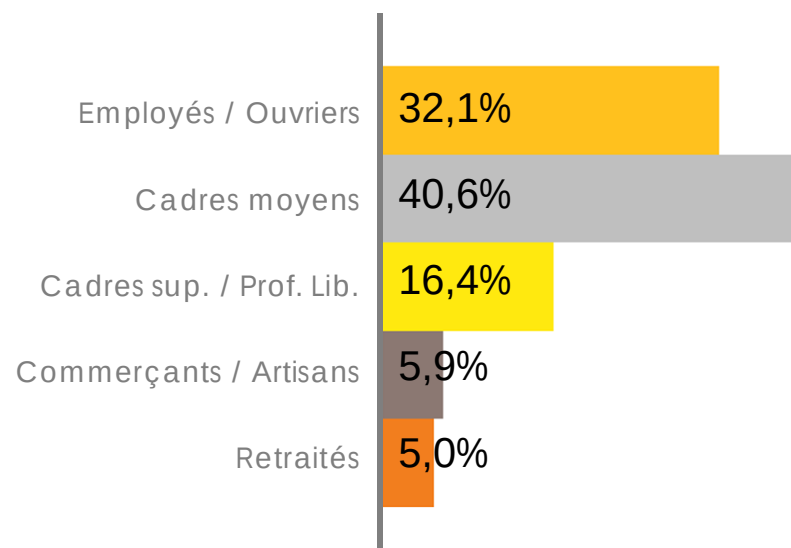


QUI A ACHETÉ EN 2014 DANS LE VAL-DE-MARNE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



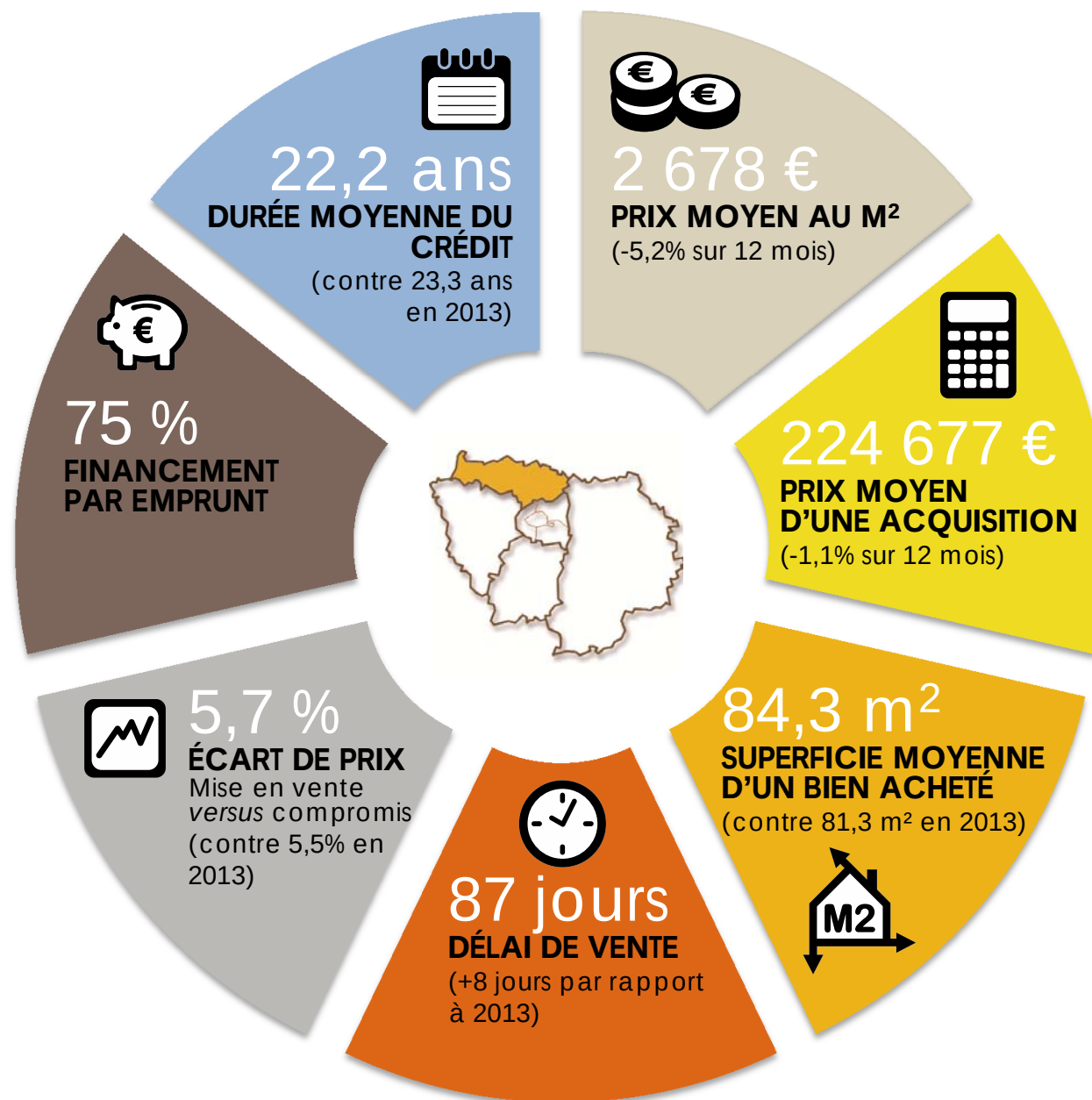
Répartition des acquisitions par CSP



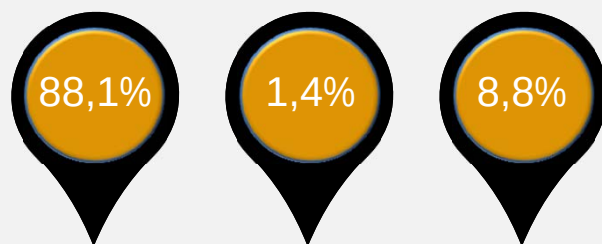
#12

QUE S'EST-IL
PASSÉ

DANS LE
VAL-D'OISE
EN 2014 ?



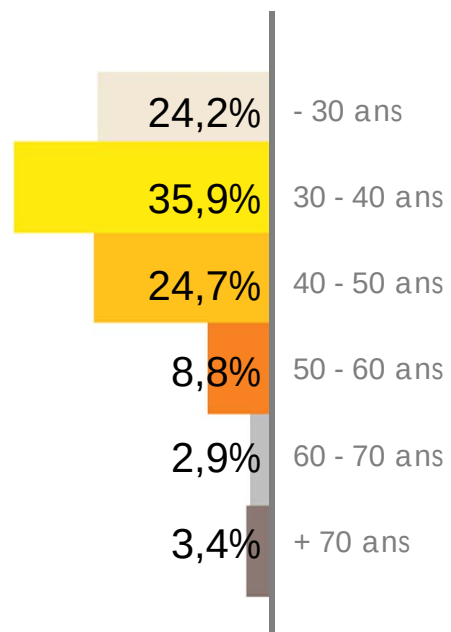
LES ACQUISITIONS DANS LE VAL-D'OISE



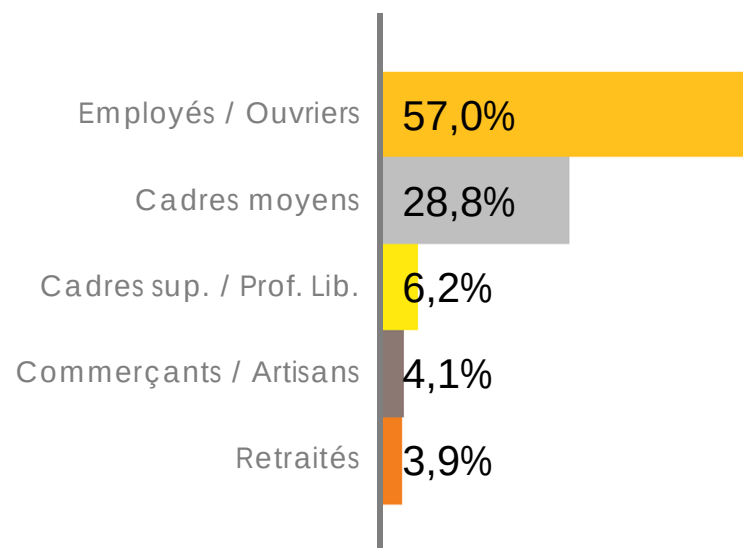
Résidences Principales (-1,1%)
 Résidences Secondaires (variation : NS)
 À titre de Placements (+6%)

QUI A ACHETÉ EN 2014 DANS LE VAL-D'OISE ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP

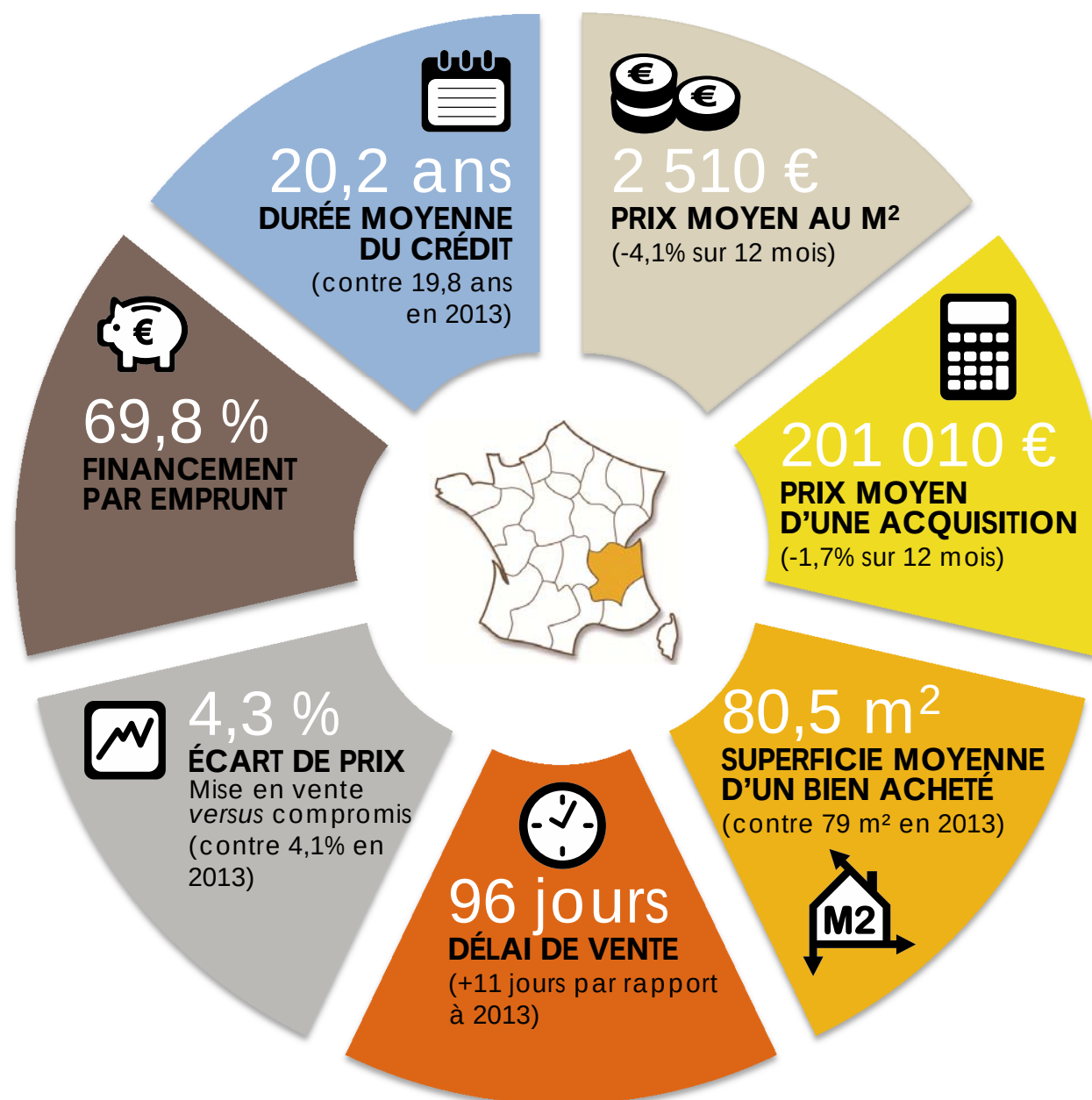


#13

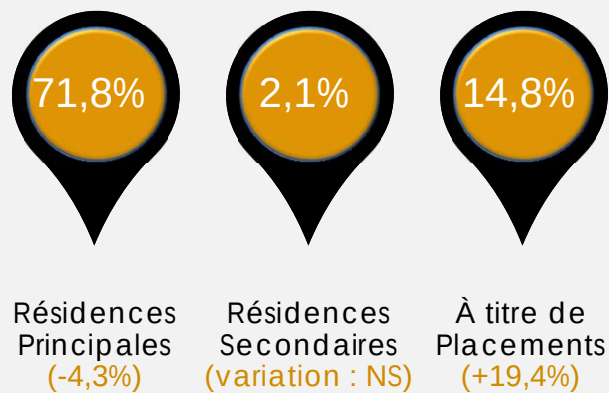
QUE S'EST-IL PASSÉ

À LYON ET DANS SON AGGLOMÉ- RATION

EN 2014 ?

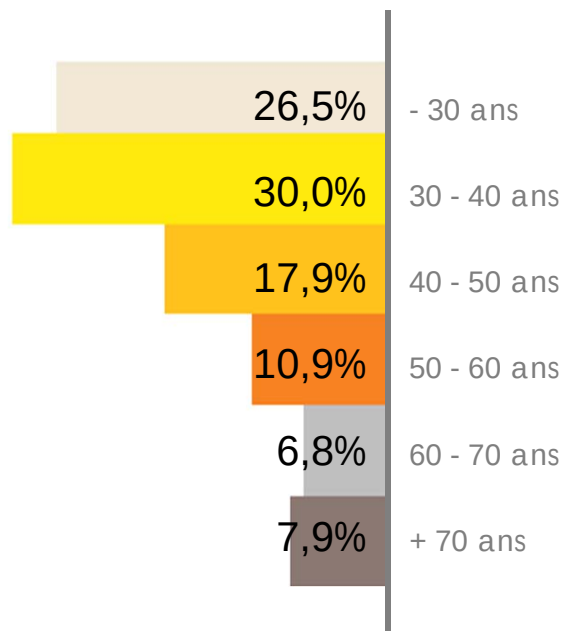


LES ACQUISITIONS À LYON ET DANS SON AGGLOMÉRATION

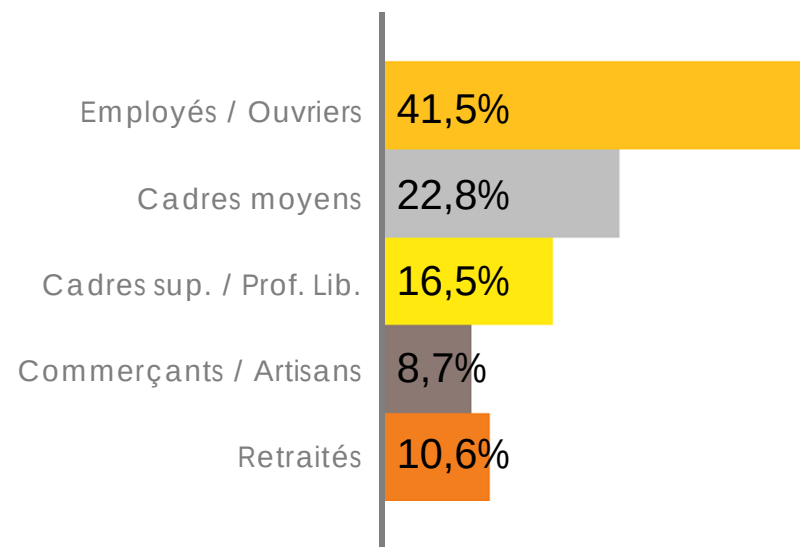


QUI A ACHETÉ EN 2014 À LYON ET DANS SON AGGLOMÉRATION ?

Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP

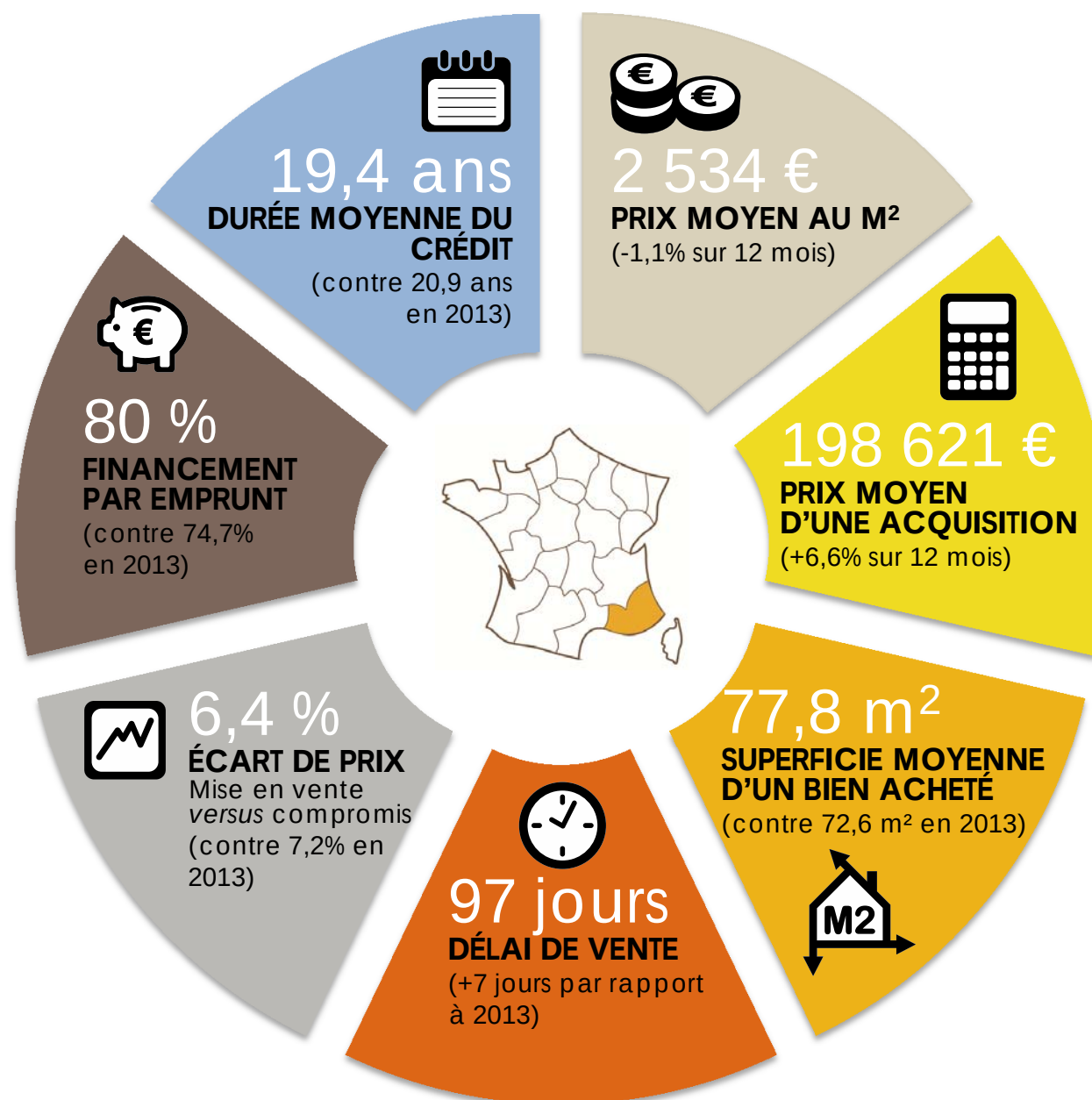


#14

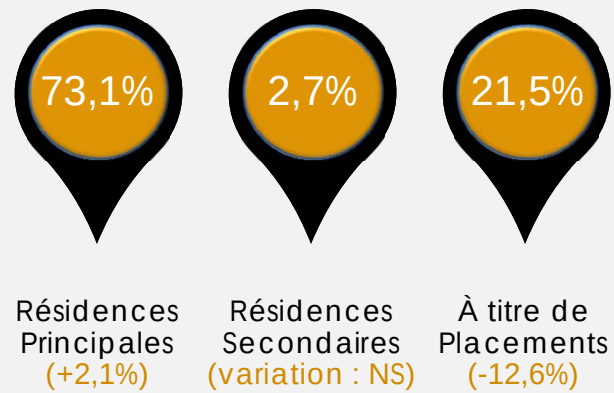
QUE S'EST-IL
PASSÉ

À MARSEILLE
ET DANS SON
AGGLOMÉ-
RATION

EN 2014 ?

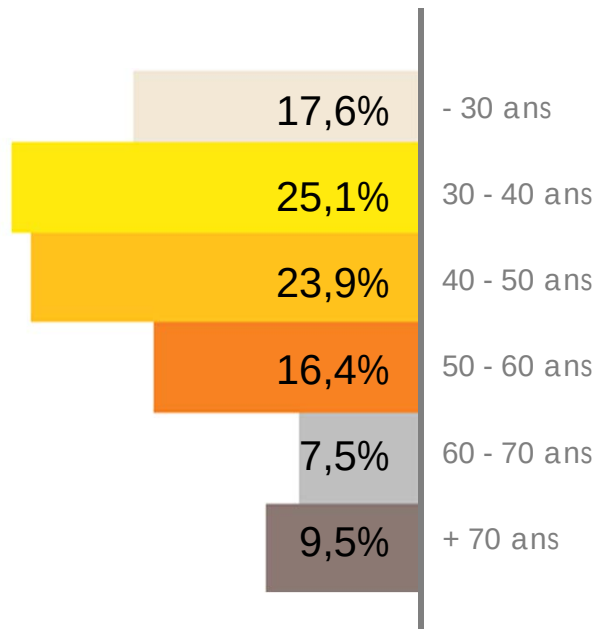


LES ACQUISITIONS À MARSEILLE ET DANS SON AGGLOMÉRATION

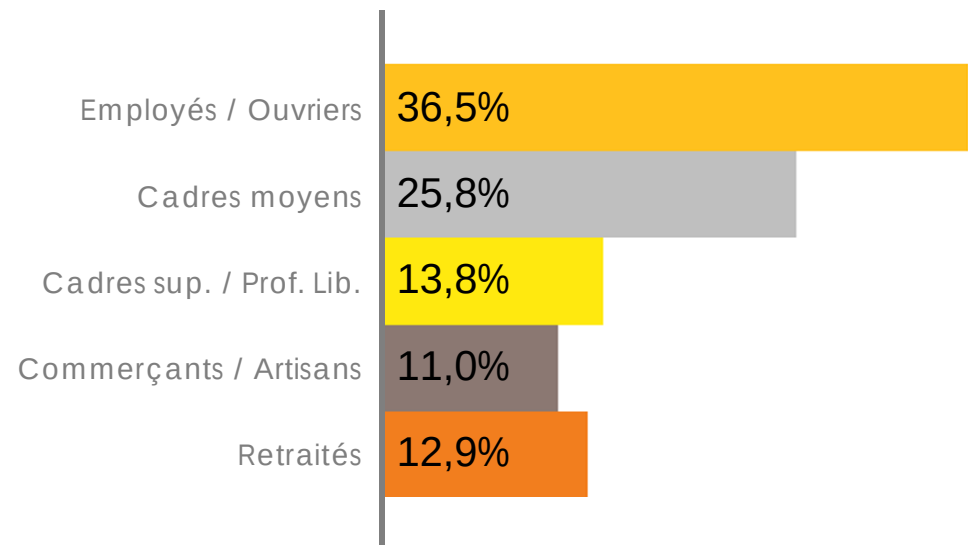


QUI A ACHETÉ EN 2014 À MARSEILLE ET DANS SON AGGLOMÉRATION ?

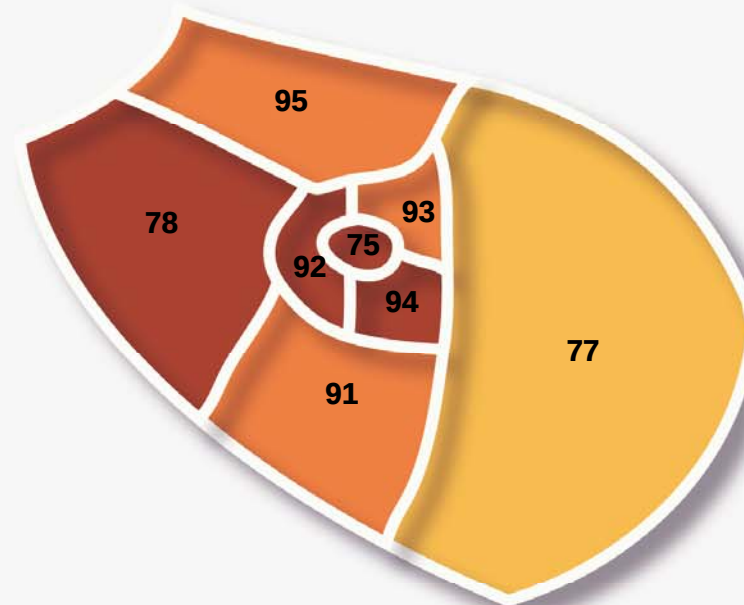
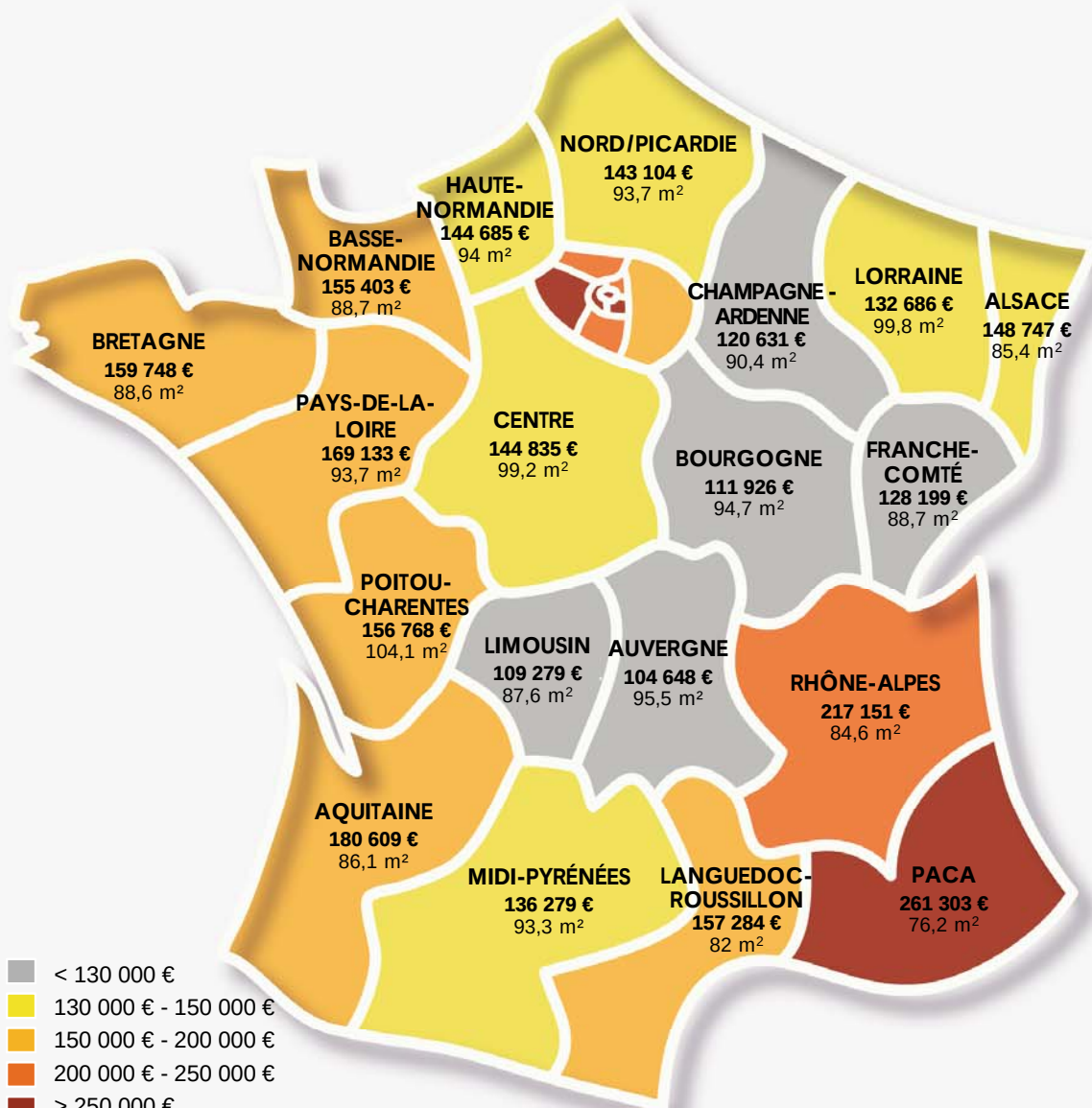
Répartition des acquisitions par tranche d'âge



Répartition des acquisitions par CSP



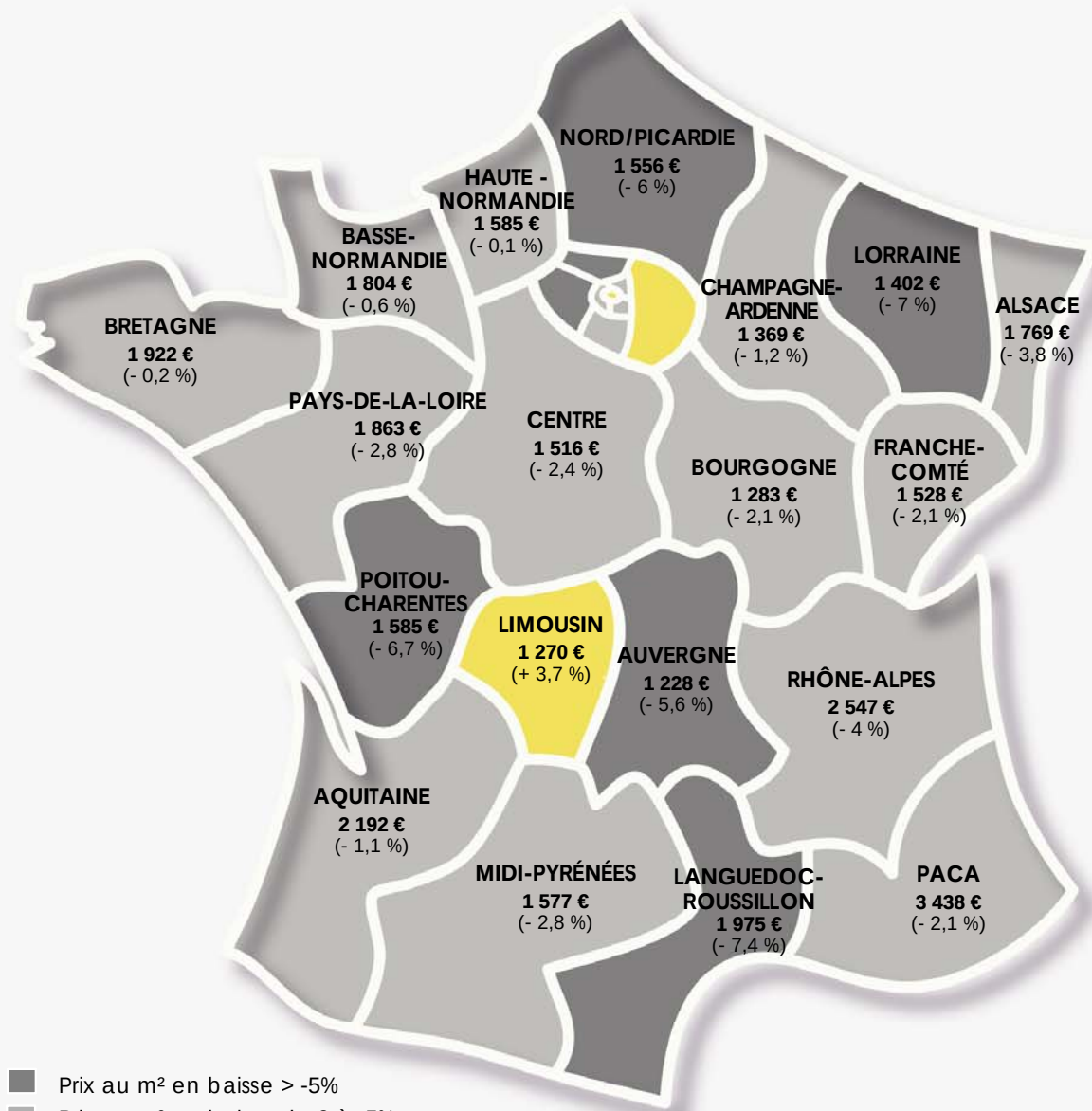
#15 PRIX DE VENTE MOYEN ET SURFACE DES TRANSACTIONS PAR RÉGION



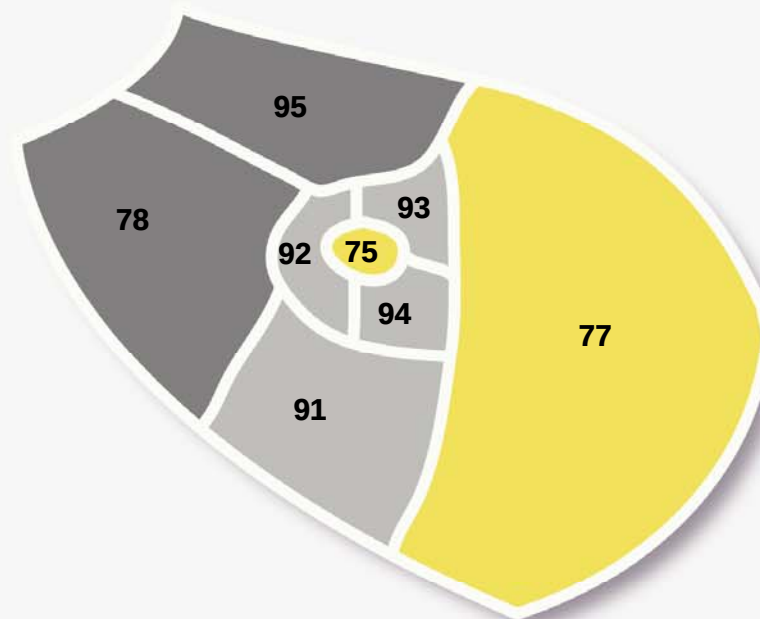
ILE-DE-FRANCE :
245 234 € - 77,7 m²

PARIS (75) 382 519 € / 47,2 m²	HAUTS-DE-SEINE (92) 338 437 € / 64,3 m²
SEINE-ET-MARNE (77) 191 131 € / 84,6 m²	SEINE-SAINT-DENIS (93) 214 801 € / 69,4 m²
YVELINES (78) 283 255 € / 87,1 m²	VAL-DE-MARNE (94) 276 408 € / 70,6 m²
ESSONNE (91) 229 284 € / 84,2 m²	VAL-D'OISE (95) 224 677 € / 84,3 m²

PRIX MOYEN AU M² PAR REGION ET VARIATION SUR 12 MOIS



- Prix au m² en baisse > -5%
- Prix au m² en baisse de 0 à -5%
- Prix au m² en hausse de 0 à +5%
- Prix au m² en hausse de +5%



ÎLE-DE-FRANCE :
3 195 € (- 2,6 %)

PARIS (75)
8 230 € (+ 0,5 %)

HAUTS-DE-SEINE (92)
5 268 € (- 1,5 %)

SEINE-ET-MARNE (77)
2 320 € (+ 1,1 %)

SEINE-SAINT-DENIS (93)
3 092 € (- 2,2 %)

YVELINES (78)
3 307 € (- 5,6 %)

VAL-DE-MARNE (94)
3 920 € (- 0,3 %)

ESSONNE (91)
2 768 € (- 1,9 %)

VAL-D'OISE (95)
2 678 € (- 5,2 %)

FICHE DE PRÉSENTATION DU RÉSEAU CENTURY 21

1^{er} réseau d'agences immobilières dans le monde, CENTURY 21 fédère en France 850 agences et cabinets, et regroupe 5 500 personnes qui interviennent sur les métiers de la transaction (immobilier résidentiel neuf et ancien, entreprise et commerce), de la gestion locative et de la gestion de copropriétés sur l'ensemble du territoire français.

Créé en 1987, le Réseau CENTURY 21 a connu progressivement un fort développement grâce à l'application rigoureuse de méthodes de management et de contrôle de qualité. Notre appartenance au groupe Nexity permet à notre réseau d'offrir à ses clients une plus large palette de produits et services et de bénéficier de nouvelles perspectives de développement.

Plus de
2 000 000
de projets immobiliers
réalisés en France en
25 ans

Près de
850 agences
en France

Près de
5 500
collaborateurs
en France

Près de **460 agences** proposent les services de gestion immobilière
et gèrent **130 000** lots en gestion locative, **81 000** lots de copropriété,
40 000 locations en 2014

Près de
50 agences
spécialisées en
immobilier de commerce
et d'entreprise

Plus de
12 000 journées
de formation
ont été dispensées en
2014 auprès de
1 700 stagiaires

70 000 biens
proposés à la vente et
à la location sur notre site
www.century21.fr



Franck THIEBAUX

FT&Consulting

06 73 76 74 98

franckthiebaux@ft-consulting.net

Christel VILLEDIEU

Century 21 France

01 69 11 99 02 – 06 22 57 90 50

cv@century21france.com



Suivez-nous sur Twitter

Century 21 France : @century21fr

Laurent VIMONT : @LaurentVimont

Christel VILLEDIEU : @c_villedieu



Découvrez notre infographie interactive

<http://conf.century21.fr>

#confcentury21



    www.century21.fr



Qui s'y connaît aussi bien ?

Chaque Agence est Juridiquement et Financièrement Indépendante